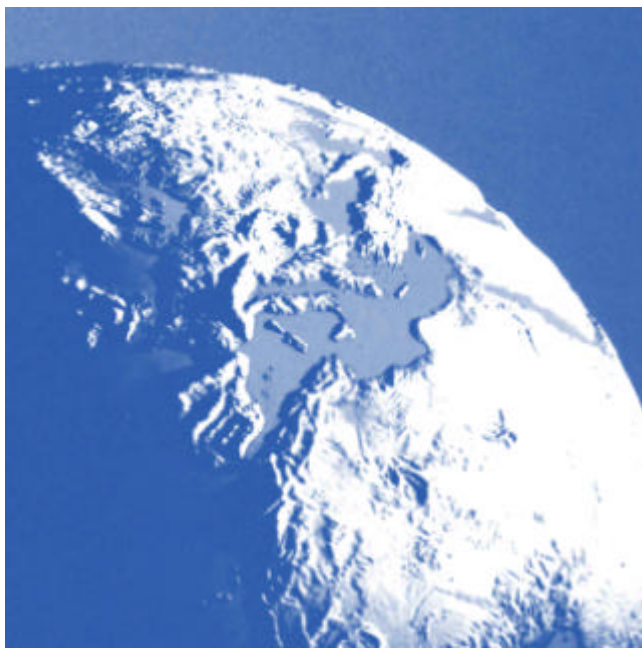




L'URBANISATION EN MÉDITERRANÉE DE 1950 À 1995



Les Cahiers du Plan Bleu, 1

Plan Bleu
Centre d'activités
régionales

Sophia Antipolis,
2001

L'analyse de l'urbanisation en Méditerranée, de 1950 à 1995, a été effectuée par François Moriconi-Ebrard (CNRS, UMR Espace, Avignon). Les opinions exprimées ici sont celles de l'auteur.

Les traitements des données de la base *Géopolis* et les illustrations exécutés au Plan Bleu ont été réalisés par François Mahoux, sous la direction de Jean-Pierre Giraud, Plan Bleu.

Responsable du projet : Elisabeth Coudert, Plan Bleu.

Directeur de la publication : Guillaume Benoit, directeur du Plan Bleu.

Les noms employés dans les cartes, tableaux et graphiques ainsi que la représentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Plan Bleu aucune prise de position quant au statut juridique des pays ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les Cahiers du Pan Bleu

1

L'urbanisation en Méditerranée de 1950 à 1995

Plan Bleu – mai 2001

Table des matières

L'URBANISATION EN MEDITERRANEE DE 1950 A 1995 : Analyse régionale

Avant propos	v
1 Présentation.....	1
1.1 Principe d'élaboration de la base de données <i>Géopolis</i>	1
1.2 Contenu de la base de données <i>Géopolis</i>	2
1.3 Intérêt de l'harmonisation des données	4
1.4 Portée et limites des données	5
1.5 Bilan quantitatif.....	6
2 Evolution et situation actuelle de l'urbanisation dans l'ensemble des pays méditerranéens	8
2.1 Populations totales et populations urbaines	8
2.2 Taux d'urbanisation.....	12
2.3 Semis des agglomérations	16
2.4 Taille et croissance des agglomérations.....	18
3 Evolution et situation actuelle de l'urbanisation dans l'ensemble des régions côtières méditerranéennes.....	24
3.1 Définitions	24
3.2 L'urbanisation dans les régions littorales	25
3.3 Quatre exemples d'urbanisation de la ligne de côte	36
4 Conclusion	42
Bibliographie	43

Liste des tableaux

Tableau 1.-	Population totale de 1950 à 1995 (en milliers)	3
Tableau 2.-	Population urbaine de 1950 à 1995 (en milliers)	3
Tableau 3.-	Les taux d'urbanisation selon les sources (en %).....	7
Tableau 4.-	Population totale, population urbaine et taux d'urbanisation de l'ensemble des pays méditerranéens	8
Tableau 5.-	Taux d'accroissement annuel moyen de la population totale et de la population urbaine des pays ou territoires méditerranéens (en %).....	10
Tableau 6.-	Les taux d'urbanisation des pays ou territoires méditerranéens (%).....	12
Tableau 7.-	Distance moyenne entre les agglomérations en 1995	17
Tableau 8.-	Nombre et taille moyenne des agglomérations.....	20
Tableau 9.-	La croissance des agglomérations par classes de taille	21
Tableau 10.-	Part de la population totale et de la population urbaine totale vivant sur le littoral méditerranéen en 1995 (en %)	29
Tableau 11.-	Taux de croissance annuel moyen des populations totales, urbaines, littorales des pays ou territoires entre 1990 et 1995 (en %)	30
Tableau 12.-	Taux d'urbanisation des régions littorales méditerranéennes en 1995.....	31
Tableau 13.-	Nombre et taille moyenne des agglomérations en 1995	32

Liste des graphiques

Graphique 1.-	Part relative des pays méditerranéens de l'Union européenne et des autres pays méditerranéens dans la population urbaine totale	9
Graphique 2.-	Population urbaine des pays méditerranéens de l'Union européenne et des autres pays méditerranéens	11
Graphique 3.-	Taux d'urbanisation des pays ou territoires méditerranéens (en %).....	14
Graphique 4.-	Répartition de la population urbaine par classes de taille.....	22
Graphique 5.-	Croissance des agglomérations selon trois classes	23

Liste des cartes

Carte 1.- La croissance des taux d'urbanisation dans les pays ou territoires méditerranéens entre 1950 et 1995	15
Carte 2.- Semis des agglomérations de 10 000 habitants et plus en 1995	16
Carte 3.- Les agglomérations des pays méditerranéens en 1950 et en 1995.....	19
Carte 4.- Densité de population dans les régions des pays méditerranéens en 1995	26
Carte 5.- Les agglomérations des régions littorales méditerranéennes en 1950 et en 1995.....	33
Carte 6.- Une petite plaine littorale : la côte des Abruzzes (Italie).....	37
Carte 7.- Le modèle grec : la côte méridionale de la Sicile (Italie)	39
Carte 8.- Un couloir urbain : le littoral catalan autour de Barcelone (Espagne).....	40
Carte 9.- Un front de delta : Le littoral du delta du Pô (Italie)	41

Liste des sigles et abréviations

CEDEJ	Centre d'études et de documentation économique, juridique et social
CMDD	Commission méditerranéenne du développement durable
CNRS	Centre national de la recherche scientifique.
INRETS	Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité.
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques.
NUTS	Nomenclature des Unités Territoriales Statistiques
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Plan d'Action pour la Méditerranée
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises.
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
UMR	Unité mixte de recherche.

Avant propos

La répartition, quantitative et qualitative, de la population dans les pays méditerranéens et leurs régions côtières revêt une importance considérable dans une optique de développement durable. Ce phénomène, et ses modalités, conditionnent en effet largement le bien-être des hommes, leur niveau de développement économique, la gestion plus ou moins rationnelle et l'utilisation des ressources naturelles ainsi que l'état de l'environnement.

L'urbanisation, tendance lourde au niveau mondial comme au niveau méditerranéen, en même temps cause et conséquence importantes des mutations à l'œuvre dans les sociétés d'aujourd'hui, mérite d'être mieux connue, mieux analysée et mieux comprise. Cette connaissance accrue devrait permettre en effet de prendre conscience de l'ampleur du phénomène et de son évolution, au moins à moyen terme, afin d'en étudier les implications en ce qui concerne aussi bien sa maîtrise que son nécessaire accompagnement social, économique et environnemental.

Dans cette optique, le Plan Bleu s'est attaché à l'analyse de l'urbanisation en Méditerranée de 1950 à 1995 au niveau régional. Cette analyse a été effectuée par François Moriconi-Ebrard, concepteur et créateur de la base de données *Géopolis* et bon connaisseur de la région méditerranéenne (en poste actuellement en Avignon, François Moriconi-Ebrard a longtemps travaillé au Caire dans le cadre du Centre d'Etudes et de Documentation Economique, Juridique et Sociale [CEDEJ]). Des fiches détaillées par pays (tableaux, graphiques, cartes) seront présentées sur CD-ROM.

D'autres études sur le thème de l'urbanisation et des villes sont en cours, notamment dans le cadre de la Commission Méditerranéenne du Développement Durable (CMDD). Leur publication ultérieure viendra compléter la connaissance déjà acquise dans ce domaine.

Guillaume Benoit
Directeur du Plan Bleu

1 Présentation

L'objectif du travail est de disposer d'un panorama du processus d'urbanisation dans les pays riverains de la Méditerranée, ainsi que dans leurs régions côtières méditerranéennes.

Par pays riverains de la Méditerranée, on entend les 22 pays ou entités possédant une façade maritime méditerranéenne. Vingt de ces pays sont actuellement Parties contractantes à la Convention de Barcelone (1976) pour la protection de la Méditerranée contre la pollution.

Par régions côtières méditerranéennes, on entend les unités administratives ayant une façade maritime et correspondant au niveau 3 de la nomenclature européenne NUTS¹ pour les pays de l'Union européenne et au niveau équivalent (gouvernorat, wilaya, mohazfazat, etc.) dans les autres pays.

Après la présentation de la base de données *Géopolis*, la seconde partie du rapport s'attache à l'analyse de la situation actuelle et des évolutions passées du phénomène d'urbanisation dans l'ensemble des pays riverains pris dans leur totalité. La troisième partie est consacrée à la même analyse dans les régions côtières méditerranéennes. La conclusion résume les points importants précédemment analysés.

L'analyse du phénomène d'urbanisation repose notamment sur l'exploitation des données de la base *Géopolis*. Ces données ont l'intérêt d'être calculées à partir de définitions de l'urbain identiques d'un pays à l'autre, ce qui permet les comparaisons internationales. Au sens de la base de données *Géopolis*, la population urbaine correspond à la somme des populations vivant dans les agglomérations comptant au minimum 10 000 habitants. Pour cette raison, les chiffres peuvent être sensiblement différents des données officielles des pays.

1.1 Principe d'élaboration de la base de données *Géopolis*

a. Délimitation

Les limites spatiales des agglomérations sont définies par la continuité du bâti (200 m maximum entre les constructions, soit le même critère officiel qu'en France, en Algérie, en Grèce, etc.)². L'espace bâti est délimité à partir :

- d'images satellites,
- de photographies aériennes,
- de documents cartographiques,
- d'études de spécialistes locaux (géographie, aménagement, etc.),
- de déplacements sur le terrain.

¹ Nomenclature des Unités Territoriales Statistiques

² Voir Moriconi-Ebrard F, 1994, *GEOPOLIS, pour comparer les villes du Monde*, Economica-Anthropos, Collection Villes, Paris, pp. 82 et suivantes

b. Les données statistiques

Pour pouvoir disposer de données issues de sources statistiques (recensements de la population, dénombremments, etc.), une agglomération est réajustée sur les contours des unités administratives de base de l'encadrement territorial ou les limites de secteurs de dénombrement appelés *unités locales*. Lorsque sa population totale atteint ou dépasse 10 000 habitants, elle est considérée comme urbaine.

La population est calculée d'après les sources démographiques disponibles dans chaque pays : il s'agit des recensements de la population, des publications tirées de l'Etat-Civil, ou d'estimations officielles. Comme les années et les dates de collectes de renseignements démographiques coïncident rarement d'un pays à l'autre, on a procédé à un alignement statistique. L'alignement consiste à interpoler les chiffres de population sur des dates identiques : ici, ce sont les années en «0» (1990, 1980...) qui ont été choisies, plus l'année 1995 afin de disposer de données plus récentes³.

Lorsque, faute de séries de dénombremments suffisantes pour encadrer ces dates, il n'était pas possible d'interpoler ces valeurs, on a procédé à une courte projection, ou au contraire à un rétroprolation.

1.2 Contenu de la base de données *Géopolis*

Géopolis fournit des informations aux niveaux des agglomérations, et permet de les restituer au niveau des unités administratives intermédiaires (ex : NUTS 1,2,3).

Pour chacune des agglomérations, les champs suivants sont disponibles :

- population 1900, 1950, 1960, 1970, 1980, 1990, 1995 (population en 1995 dans les limites de 1990),
- localisation : coordonnées internationales (degrés, minutes),
- unités administratives intermédiaires correspondantes (ex : NUTS 1,2,3),
- superficie (non exhaustif),
- PIB en 1995 en US \$ pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants,
- Noms des unités locales constitutives (par exemple les communes pour la France).

Pour l'ensemble des pays riverains de la Méditerranée, *Géopolis* comprend environ 4 000 agglomérations.

Pour chacune des unités administratives intermédiaires (ex : NUTS 1,2,3), les informations suivantes sont disponibles :

- population en 1950, 1960, 1970, 1980, 1990, 1995 (tenant compte des éventuels changements de limite intervenus pendant la période),
- superficie.

A titre d'exemple du contenu de la base *Géopolis*, les tableaux 1 et 2 donnent, pour l'ensemble des pays durant la période 1950-1995, la population totale et la population urbaine.

³ *ibid*, pp. 115-122

Tableau 1.- Population totale de 1950 à 1995 (en milliers)

Pays ou territoires	1950	1960	1970	1980	1990	1995
Albanie	1 250	1 626	2 184	2 720	3 258	3 383
Algérie	9 181	10 197	13 623	18 577	24 864	28 047
Bosnie	2 674	3 221	3 697	4 085	4 341	4 130
Chypre	483	574	618	639	697	726
Croatie	3 842	4 131	4 399	4 584	4 747	4 830
Egypte	21 504	25 959	32 614	41 020	52 392	58 066
Espagne	28 124	30 585	34 027	37 379	38 949	39 525
France	41 614	45 527	50 569	53 848	56 619	58 168
Grèce	7 159	8 262	8 719	9 638	10 211	10 278
Israël	1 258	2 073	2 935	3 761	4 545	5 638
Italie	47 248	50 287	53 758	56 329	57 581	57 333
Liban	1 364	1 787	2 206	3 075	3 130	3 340
Libye	947	1 350	1 933	3 068	3 964	4 934
Malte	309	318	319	333	356	372
Maroc	8 975	11 672	15 081	19 390	24 016	26 588
Monaco	18	21	24	27	30	32
Autorité Palestinienne	1 026	1 159	1 134	1 348	1 691	2 523
Slovénie	1 465	1 580	1 713	1 875	1 958	1 990
Syrie	3 495	4 561	6 277	8 753	12 115	14 342
Tunisie	3 517	4 067	4 975	6 316	8 007	8 992
Turquie	20 960	27 758	35 666	44 740	56 477	61 399
Yougoslavie	7 099	8 021	8 886	9 803	10 343	10 800
TOTAL MEDITERRANEE	213 509	244 734	285 357	331 305	380 290	405 436

Tableau 2.- Population urbaine de 1950 à 1995 (en milliers)

Pays ou territoires	1950	1960	1970	1980	1990	1995
Albanie	237	414	518	688	967	1 150
Algérie	1 679	3 186	4 772	7 380	11 301	13 305
Bosnie	259	428	645	1 032	1 376	1 351
Chypre	127	194	238	338	415	453
Croatie	840	1 164	1 613	1 998	2 306	2 371
Egypte	9 186	12 993	18 016	24 650	34 115	38 859
Espagne	15 937	18 644	23 774	28 075	30 214	30 795
France	21 987	26 155	31 395	34 001	35 432	36 062
Grèce	2 738	3 477	4 504	5 530	6 046	6 109
Israël	941	1 541	2 316	3 058	3 710	4 684
Italie	28 580	32 594	37 252	40 203	41 383	40 947
Liban	521	931	1 193	1 481	1 982	2 253
Libye	193	358	862	1 903	3 146	3 882
Malte	202	235	235	241	263	271
Maroc	2 185	3 163	4 948	7 593	10 854	13 118
Monaco	18	21	24	27	30	32
Autorité Palestinienne	427	560	632	723	922	1 428
Slovénie	251	337	435	560	647	675
Syrie	1 196	1 628	2 629	4 425	6 671	7 969
Tunisie	916	1 227	1 814	2 881	4 240	4 957
Turquie	4 031	7 383	12 901	20 622	31 940	37 039
Yougoslavie	1 454	2 163	3 136	4 181	4 846	4 965
TOTAL MEDITERRANEE	93 903	118 796	153 850	191 590	232 804	252 674

Source: *Géopolis* 1998, Plan Bleu 1999.

1.3 Intérêt de l'harmonisation des données

A l'échelle internationale, le principal problème de l'étude de l'urbanisation ou de certains phénomènes comme la littoralisation réside dans l'hétérogénéité des sources d'information.

Les informations statistiques et cartographiques sont produites par chaque pays, ce qui représente 22 sources pour l'ensemble du pourtour méditerranéen. Les critères officiels de définition de l'urbain peuvent être très différents d'un pays à l'autre. A titre d'exemple, on peut attirer l'attention sur quelques-unes des conséquences qui apparaissent dans les résultats des analyses, qui changent parfois du tout au tout selon les définitions que l'on utilise.

Ainsi, la plus grande agglomération des régions côtières méditerranéenne, Barcelone, atteint près de 4 millions d'habitants à l'aube du XXI^e siècle. Ce résultat dérive de la définition de la base de *Géopolis*, car la ville proprement dite (« municipio ») ne compte que 1,5 million d'habitants, ce qui la placerait loin derrière Alexandrie (3,2 millions) ou Rome (2,6 millions). La ville proprement dite de Barcelone a perdu 240 000 habitants au cours des 15 dernières années : on pourrait en déduire une crise de la croissance de cette métropole. Or, si l'on considère l'ensemble de l'agglomération, on constate au contraire que la population continue d'augmenter : la baisse démographique de la ville-centre n'est donc qu'une illusion statistique. Elle reflète un changement d'échelle dans la métropolisation et, en même temps, inaugure une nouvelle ère dans l'histoire de la croissance des périphéries des grandes villes.

En revanche, lorsque les statistiques officielles donnent la population d'Athènes (3,1 millions d'habitants au recensement de 1991), il s'agit bien de celle de l'agglomération, car la commune ne rassemble qu'une partie de l'aire urbaine (772 000 habitants en 1991) comme dans le cas de Barcelone.

A l'inverse la « commune » d'Alexandrie est un gouvernorat (équivalent au niveau NUTS 3 des pays de l'Union européenne). Or, le périmètre administratif de la ville, qui s'étend sur 2 700 km², rassemble, au contraire de Barcelone et d'Athènes, quelque 200 000 habitants dispersés dans de petites villes ou dans les campagnes. Ainsi, alors que l'agglomération d'Alexandrie est l'une des plus denses de la Méditerranée, la ville administrative officielle, incluant quelque 2 500 km² de champs et de désert, serait au contraire l'une des moins denses de la région.

Il n'est donc pas « juste » de comparer des villes en s'en tenant aux chiffres bruts donnés par les pays ou par les grands instituts qui se contentent de reprendre les données transmises par chaque Etat. Plusieurs pays n'utilisent pas le concept d'agglomération multi-unités locales. Par exemple, en Espagne et en Italie, on n'ajoute jamais la population de différentes communes, même si le tissu de leurs constructions ne forme qu'une agglomération.

Quand bien même les critères d'identification de l'urbain sont semblables, les seuils statistiques utilisés peuvent largement différer entre deux sources officielles. Ainsi, la France et la Grèce utilisent la même définition —laquelle est identique à celle utilisée dans *Géopolis*— mais le seuil minimum de l'urbain est de 2 000 habitants agglomérés en France, contre 10 000 habitants en Grèce. De même, en Algérie, où les critères de délimitation sont semblables, l'Institut National de Statistiques ajoute un critère restrictif, fondé sur un pourcentage de population active agricole, qui permet d'exclure

certaines agglomérations. Ceci se traduit dans divers indicateurs, et en particulier le taux d'urbanisation, le nombre des villes, et la densité de leurs semis.

Cette hétérogénéité des sources a longtemps constitué un obstacle, d'une part à la comparaison internationale, d'autre part à une vision d'ensemble, générale et rationnelle, de l'urbanisation de l'ensemble de la zone méditerranéenne. Au contraire, les informations de *Géopolis* autorisent des comparaisons rigoureuses non seulement entre les différents pays riverains de la Méditerranée, mais aussi entre ces pays et d'autres régions du monde.

1.4 Portée et limites des données

La définition d'agglomération, adoptée ici, pose certaines limites d'utilisation qui nécessitent quelques discussions.

Il existe une infinité de méthodes possibles pour définir la catégorie « urbaine ». Selon les auteurs, on utilise des critères morphologiques, administratifs, historiques, économiques, sociaux ou une combinaison de ces critères entre eux. On pourrait donc penser que la définition de la « ville » est irréductible à des critères simples. Cette remarque est localement juste, si l'on tient compte de l'extrême diversité des villes, de leur origine, de leurs formes, de leurs sites, de leur histoire, de leur population, de leurs fonctions... Cependant, on s'interdit alors toute approche comparative au-delà d'une dimension spatiale de la taille d'une petite région. Or, en même temps, le développement des villes ne se comprend —de nos jours sans doute plus que jamais— que par leur insertion dans de vastes systèmes d'échange qui dépassent souvent les enjeux régionaux, voire nationaux.

La ville est donc un objet qui se construit dans le discours comme dans les statistiques : dans une étude qui prétend décrire ou analyser ce phénomène, il est nécessaire que cette construction soit clairement définie.

Le critère « morphologique » est un choix. Comme tout résultat relevant d'un choix effectué a priori, cette étude ne peut couvrir qu'imparfaitement le phénomène de l'urbanisation dans ses multiples aspects et son immense diversité. Le critère adopté répond d'abord à une nécessité technique : sur l'ensemble des pays considérés toutes les informations que l'on souhaiterait avoir ne sont pas disponibles. Par exemple, obtenir une information exhaustive sur l'emploi ou l'économie de chaque localité reste actuellement un rêve : seuls, quelques pays sont en mesure de fournir de telles informations.

Les deux critères retenus —extension précise du bâti et nombre total de résidents— sont *les seuls qui soient disponibles de manière exhaustive sur l'ensemble des pays riverains de la Méditerranée*. Dès lors, si l'on doit se contenter de ces informations, il convient d'évaluer rapidement l'intérêt qu'ils présentent.

a. Le critère morphologique

Par définition, agglomérer signifie «unir en masse compacte ». Les données utilisées dans cette étude sont donc bien adaptées à cette question fondamentale des conséquences engendrées par l'urbanisation. En effet, le critère morphologique s'appuie sur un phénomène qui est au cœur des problèmes de l'urbanisation en Méditerranée : l'extension des zones bâties, qui se traduit par l'artificialisation du milieu par les constructions.

b. Le seuil de 10 000 habitants

Le deuxième critère — celui du seuil minimum de population — est plus ambigu, car il correspond à une « moyenne ». Le chiffre de 10 000 habitants représente évidemment une « moyenne » et non pas un seuil mécanique au-delà duquel il y aurait transformation d'une agglomération rurale en agglomération urbaine. Ce seuil peut paraître tantôt trop élevé (notamment au Nord de l'Europe), tantôt trop bas : dans le Sud des Balkans, en Égypte, et dans certaines régions de Syrie, une agglomération dont la population avoisine cette taille présente souvent des caractères plus ruraux qu'urbains. Que ce soit sur le plan social (modes de vies, de sociabilisation), économique (présence forte des agriculteurs), urbanistique ou historique (absence de monuments, de plans d'urbanisme), ces bourgades se présentent encore comme de gros villages. Le franchissement du seuil est, dans ce cas, un effet de la forte croissance démographique des dernières années, dans un contexte de baisse de l'exode rural.

On doit donc garder à l'esprit, tout au long de cette étude, que les chiffres renvoient à une certaine réalité du phénomène de l'urbanisation et à elle seule. Le point de vue des agglomérations a le mérite d'être l'un des principes fondamentaux de l'urbanisation, qui se traduit par une concentration spatiale d'un grand nombre de gens sur des espaces de taille très réduite. Le chiffre de population est une donnée de synthèse : le nombre des habitants ne dit rien sur l'organisation sociale, la nature des activités de ces derniers. Il ne montre que la traduction de processus divers et parfois complexes qui ont amené des individus, pour une infinité de raisons, à se concentrer dans l'espace, cherchant à abolir la distance physique entre eux (concept de coprésence), à explorer de nouveaux types de liens sociaux (urbanité), à occuper de nouveaux emplois, etc.

Finalement, les cartes de l'urbanisation contenues dans ce rapport sont au lecteur ce que le « révélateur » est au photographe : une image, que l'on a tenté de construire avec le plus de rigueur et de précision possible, en fonction des informations objectives disponibles. Les remarques et commentaires qui en découlent sont des interprétations, plus ou moins validées par l'expérience du terrain, des enquêtes, ou autres études.

1.5 Bilan quantitatif

Globalement, en considérant les pays méditerranéens dans leur ensemble, la différence entre les données harmonisées de *Géopolis* et les statistiques officielles est faible (moins de 1 % de différence entre les deux).

En revanche, si cet écart est relativement faible à l'échelle de la Méditerranée, il n'exclut pas de grandes différences lorsqu'on s'intéresse aux pays ou territoires (Tableau 3).

Le plus gros de ces écarts est constaté en Égypte. Le taux d'urbanisation selon *Géopolis* y est supérieur de 24 points à celui des statistiques officielles. La différence s'explique par l'utilisation d'une définition très restrictive de la part des autorités égyptiennes. En effet, la définition égyptienne est basée sur un critère administratif : le statut urbain est lié à une fonction d'encadrement territorial (chef lieu de « muhafaza » ou de « markaz »). Il en résulte que le nombre des villes officielles n'a pratiquement pas augmenté depuis 1960. Comme, à l'instar de tous les pays de la région, les villes tendent à se desserrer et que les « banlieues » des grandes villes

entrent officiellement dans la catégorie « rurale », le taux d'urbanisation officiel stagne depuis les années 1970 autour de 45 %, et il a même légèrement diminué entre les recensements de 1986 et 1996.

Tableau 3.- Les taux d'urbanisation selon les sources (en %)

Pays ou territoires	Taux d'urbanisation selon <i>Géopolis</i>	Taux d'urbanisation selon les statistiques officielles	Différence entre <i>Géopolis</i> et les statistiques officielles
	1995	1995	
Albanie	34	37	-3
Algérie	47	56	-9
Bosnie-Herzégovine	33	41	-8
Chypre	62	54	8
Croatie	49	52	-3
Égypte	67	43	24
Espagne	78	76	1
France	62	75	-13
Grèce	59	59	0
Israël	83	91	-8
Italie	71	67	5
Liban	67	87	-20
Libye	79	85	-6
Malte	73	89	-16
Maroc	49	52	-3
Monaco	100	100	0
Autorité palestinienne*	57	94	-38
Slovénie	34	51	-17
Syrie	56	52	3
Tunisie	55	57	-2
Turquie	60	69	-9
Yougoslavie	46	57	-11
TOTAL MÉDITERRANÉE	62	63	-1

* Seule Gaza est prise en compte pour les statistiques officielles.

Sources : *Géopolis* 1998, Plan Bleu 1999. World urbanization prospects, the 1996 revision. Estimates and projection of urban and rural population and of urban agglomerations, New York, ed by United Nations, 1998.- United Nations, 191 p.

2 Evolution et situation actuelle de l'urbanisation dans l'ensemble des pays méditerranéens

2.1 Populations totales et populations urbaines

La population totale des 22 pays ou territoires qui bordent la Méditerranée est estimée à 405 millions d'habitants en 1995, dont 62 % vivent en milieu urbain (44 % en 1950).

Avec 253 millions d'urbains en 1995, les pays riverains du bassin méditerranéen constituent l'un des grands foyers urbains de la planète. Si on compare avec des espaces de même dimension, à la même date et selon la même définition, les agglomérations des Etats-Unis atteignent un peu plus de 185 millions d'habitants, celles de l'Inde environ 250 millions, et celles de la Chine environ 400 millions.

Depuis 1950, la population urbaine a été multipliée par 2,7 et la population totale par 1,9 (Tableau 4) en Méditerranée.

Tableau 4.- Population totale, population urbaine et taux d'urbanisation de l'ensemble des pays méditerranéens

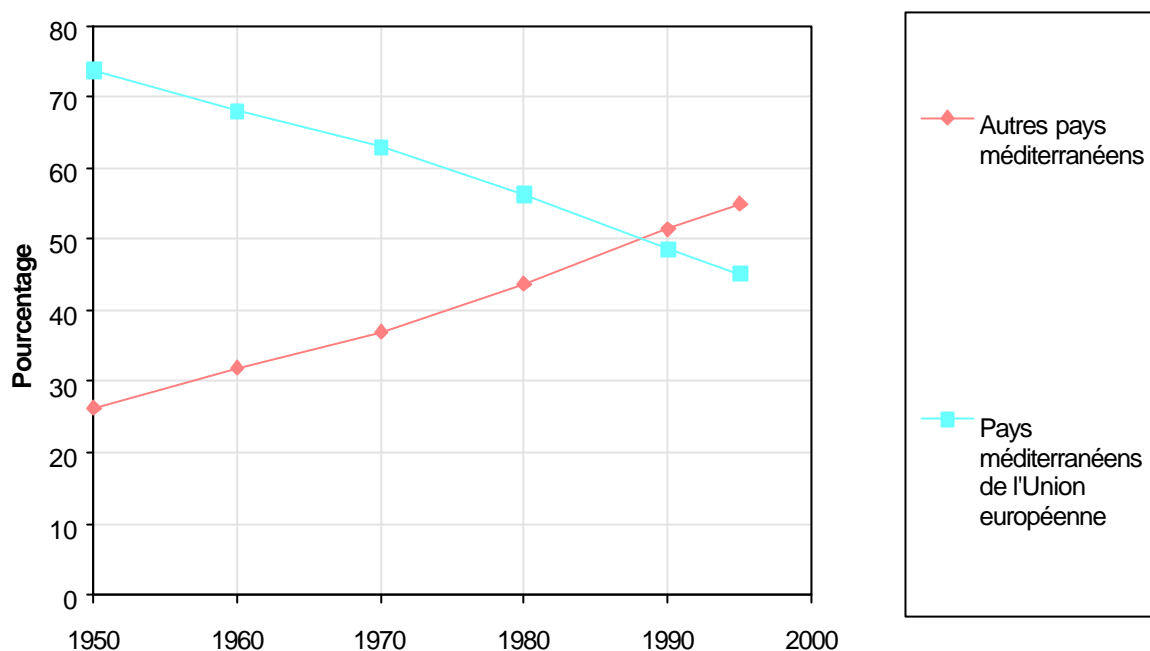
	1950	1970	1995	Multiplicateur (1950-70)	Multiplicateur (1970-1995)	Multiplicateur (1950-1995)
Population totale (en millions)	214	285	405	1,34	1,42	1,9
Population urbaine (en millions)	94	154	253	1,64	1,64	2,7
Taux d'urbanisation (%)	44	54	62	1,23	1,16	1,4

Source : *Géopolis* 1998, Plan Bleu 1999.

Globalement, les pays méditerranéens s'urbanisent moins vite depuis les années 1970. Le multiplicateur du taux d'urbanisation est passé de 1,23 pour la période 1950-1970 à 1,16 pour la période 1970-1995.

La part des différents pays dans la population urbaine de la Méditerranée a connu beaucoup de changements depuis 1950. Ainsi les quatre pays méditerranéens de l'Union européenne (Espagne, France, Italie, Grèce) représentaient à eux seuls 74 % de la population urbaine totale de la Méditerranée en 1950. En 1995, ces mêmes quatre pays ne représentent plus que 45 % de la population urbaine (Graphique 1).

Graphique 1.- Part relative des pays méditerranéens de l'Union européenne et des autres pays méditerranéens dans la population urbaine totale



Source : *Géopolis* 1998, Plan Bleu 1999.

La croissance globale de la population en Méditerranée cache une grande variabilité entre les pays ou territoires (Tableau 5). Les quatre pays méditerranéens de l'Union européenne ont, avec les pays des Balkans, les taux d'accroissement annuels moyens les plus faibles de Méditerranée. L'Italie présente même un taux négatif de $-0,1$ % par an pour la période 1990-1995.

Dans les pays ou territoires du Sud et de l'Est de la Méditerranée, les taux d'accroissement annuels moyens restent assez élevés, mais diminuent en fin de période, à l'exception toutefois de la Syrie, d'Israël, de l'Autorité palestinienne et de la Libye.

Depuis le début du XX^e siècle, dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, la croissance a d'abord été modérée (croissance inférieure à 1 %) avant de connaître un bond prodigieux dans les années 1950-1960, avec des taux atteignant ou dépassant les 3 % annuels dans trois pays (Israël, Libye, Syrie), et des taux compris entre 2 à 3 % annuel dans cinq pays (Albanie, Egypte, Liban, Maroc, Turquie). Il s'agit du phénomène de *transition démographique* dont la première phase se caractérise par une baisse de la mortalité, tandis que la fécondité se maintient à un niveau élevé. Durant cette phase, les pays ont vu leur population doubler tous les 25/30 ans et on parlait à l'époque de la menace d'une "explosion démographique".

Dans les pays méditerranéens en voie de développement, il faut attendre les années 1980, voire 1990 pour que la fécondité diminue de manière significative. Cette baisse est très importante en Turquie et en Egypte, surtout dans les grandes villes. Cependant, la population étant encore très jeune du fait du nombre important des naissances dans les deux décennies précédentes, il faut s'attendre à des taux d'accroissement encore relativement élevés de la population dans les 25 ans à venir.

Tableau 5.- Taux d'accroissement annuel moyen de la population totale et de la population urbaine des pays ou territoires méditerranéens (en %)

Pays ou territoires	Population totale			Population urbaine		
	1950-1970	1970-1990	1990-1995	1950-1970	1970-1990	1990-1995
Albanie	2,8	2,0	0,8	4,0	3,2	3,5
Algérie	2,0	3,1	2,4	5,4	4,4	3,3
Bosnie-Herzégovine	1,6	0,8	-1,0	4,7	3,9	-0,4
Chypre	1,2	0,6	0,8	3,2	2,8	1,8
Croatie	0,7	0,4	0,3	3,3	1,8	0,6
Égypte	2,1	2,4	2,1	3,4	3,2	2,6
Espagne	1,0	0,7	0,3	2,0	1,2	0,4
France	1,0	0,6	0,5	1,8	0,6	0,4
Grèce	1,0	0,8	0,1	2,5	1,5	0,2
Israël	4,3	2,2	4,4	4,6	2,4	4,8
Italie	0,6	0,3	-0,1	1,3	0,5	-0,2
Liban	2,4	1,8	1,3	4,2	2,6	2,6
Libye	3,6	3,7	4,5	7,8	6,7	4,3
Malte	0,2	0,6	0,9	0,8	0,6	0,6
Maroc	2,6	2,4	2,1	4,2	4,0	3,9
Monaco	1,3	1,2	1,1	1,3	1,2	1,1
Autorité palestinienne	0,5	2,0	8,3	2,0	1,9	9,1
Slovénie	0,8	0,7	0,3	2,8	2,0	0,8
Syrie	3,0	3,3	3,4	4,0	4,8	3,6
Tunisie	1,7	2,4	2,3	3,5	4,3	3,2
Turquie	2,7	2,3	1,7	6,0	4,6	3,0
Yougoslavie	1,1	0,8	0,9	3,9	2,2	0,5
TOTAL MÉDITERRANÉE	1,5	1,4	1,3	2,5	2,1	1,7

Source : *Géopolis* 1998, Plan Bleu 1999.

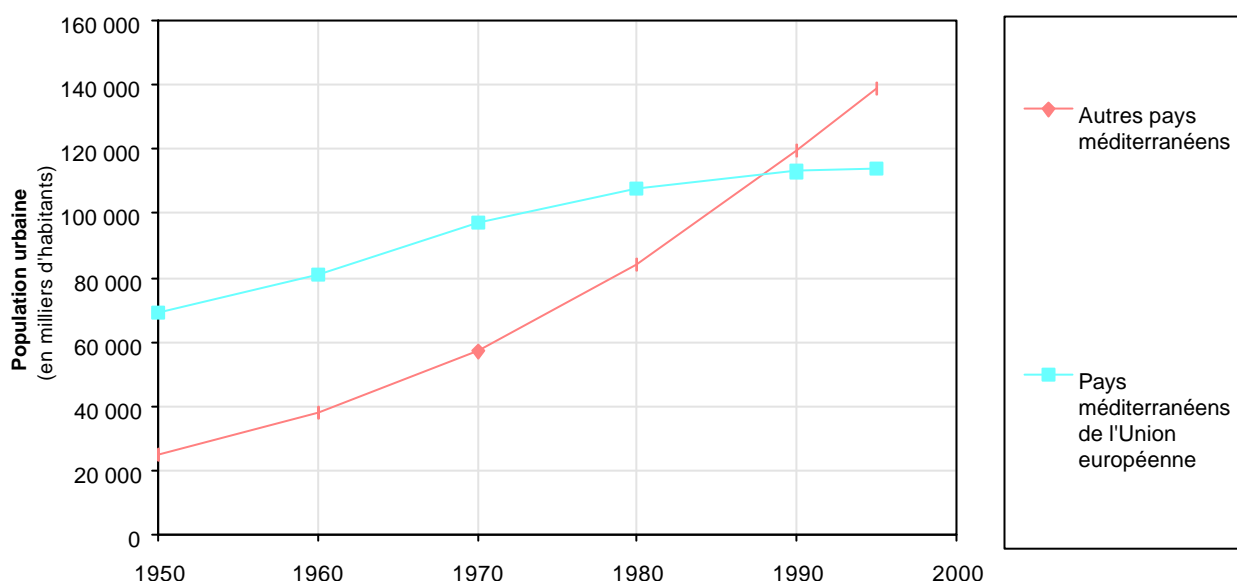
Pour bien appréhender la situation actuelle, il convient de placer l'évolution démographique du bassin méditerranéen dans une perspective temporelle plus longue. En 1846, le premier recensement de l'Égypte a permis de dénombrer 4 442 000 habitants. A cette époque, la France en comptait 35 402 000 (36 097 000 dans les limites du territoire actuel). En 1900, avec 40,5 millions d'habitants, la France compte encore deux fois plus d'habitants que tous les pays d'Afrique du Nord réunis, du Maroc à l'Égypte. Ceux-ci représentent 20,2 millions, soit à peu près l'équivalent de la population de l'Espagne (18,6 millions). L'Italie (33,3 millions d'habitants) est près de trois fois plus peuplée que la Turquie.

Il faut attendre 1989 pour que l'effectif de la population des pays du Sud dépasse celui du Nord. Cet écart s'accroît dès lors rapidement : après avoir longtemps été déporté vers le Nord-Ouest, le centre de gravité démographique de la Méditerranée glisse vers le Sud et l'Est du bassin, où la dynamique actuelle résulte d'un héritage, celui des fortes fécondités des années 1950-1980. En effet, du fait de la structure de la pyramide des âges actuelle dans les pays du Sud, même avec un indice de fécondité identique à ceux des pays du Nord-Ouest de la Méditerranée, le taux d'accroissement annuel moyen des pays du Sud et de l'Est sera, et pour longtemps, supérieur à celui du Nord.

Ainsi, selon les dernières projections de population effectuées pour le Plan Bleu à l'horizon 2025⁴, l'Égypte et la Turquie auront respectivement 95 et 87 millions d'habitants, soit 70-80 % de plus que l'Italie (54 millions d'habitants) et 50 % de plus que la France (64 millions) ; l'Algérie et le Maroc auront une population comparable à celle de l'Espagne (autour de 40 millions d'habitants chacun).

En ce qui concerne l'urbanisation, la domination du Nord était encore plus nette, tant du point de vue des effectifs de populations urbaines (Graphique 2) que du nombre et de la taille des villes. Ceci est de moins en moins vrai et les changements ont été encore plus spectaculaires.

Graphique 2.- Population urbaine des pays méditerranéens de l'Union européenne et des autres pays méditerranéens



Source : *Géopolis* 1998, Plan Bleu 1999.

Dans 11 pays du Sud et de l'Est du bassin, au cours de la période 1950-1970, les taux annuels de croissance urbaine atteignent plus de 3,5 % (jusqu'à 7,8 % en Libye). Il faut ici rappeler qu'un taux d'accroissement annuel de 3,5 % correspond à un doublement de la population en 21 ans, et un taux de 7,8 % en moins de 10 ans.

De telles valeurs résultent d'un processus cumulatif : l'accroissement naturel élevé s'ajoute à l'exode rural, c'est-à-dire à de vastes mouvements migratoires résidentiels vers les villes. Cependant, les valeurs extrêmes ont tendance à se tasser, puisque, on l'a vu, la croissance naturelle tend elle-même à se calmer. Ainsi, de 1990 à 1995, il n'y a plus que six pays ou territoires du Sud et de l'Est de la Méditerranée à connaître des taux d'accroissement de 3,5 % et plus. Seule l'Autorité palestinienne garde un taux de croissance élevée, car c'est aussi le territoire où la fécondité était la plus élevée du monde au début des années 1990. De même le différentiel entre croissance urbaine et totale, bien qu'encore favorable aux villes, tend à s'estomper.

⁴ Attané I., et Courbage Y. *La démographie en Méditerranée, situation et projections* (à paraître dans la série « Les Fascicules du Plan Bleu », Economica).

2.2 Taux d'urbanisation

Les villes méditerranéennes sont à la source de l'urbanisation européenne. Jusqu'au début du XIX^e siècle, les taux d'urbanisation des pays arabes méditerranéens et de la Turquie étaient équivalents, voire supérieurs à ceux de l'Europe. Si le taux d'urbanisation, qui croissait lentement mais régulièrement en Europe depuis le XIII^e siècle, a décollé au cours du XIX^e siècle, il n'avait pris qu'une courte avance sur les pays du Sud de la Méditerranée. Une courte avance sur le plan temporel, puisqu'à la fin du XX^e siècle, le « retard » du Sud est en passe d'être comblé ; une courte avance, également sur le plan quantitatif, car le taux d'urbanisation des pays du Sud n'a jamais été nul : en 1900 il s'élevait à 16 % dans les pays arabes riverains, et à 22 % en Turquie. Or, à cette époque, l'Europe méditerranéenne est encore majoritairement rurale, avec des taux d'urbanisation oscillant entre 25,2 % (Grèce) et 39,2 %⁵ (Italie).

Avec 62 % de population urbaine en moyenne en 1995, le bassin méditerranéen fait partie des régions les plus urbanisées du monde. Sur les 22 pays ou territoires, 15 ont dépassé à cette date le seuil des 50 % de population urbaine (Tableau 6). Les taux les plus élevés, outre Monaco (100 %), sont enregistrés en Israël (83 %), en Libye (79 %) et en Espagne (78 %).

Tableau 6.- Les taux d'urbanisation des pays ou territoires méditerranéens (%)

Pays ou territoires	1950	1960	1970	1980	1990	1995
Albanie	19	25	24	25	30	34
Algérie	18	31	35	40	45	47
Bosnie-Herzégovine	10	13	17	25	32	33
Chypre	26	34	38	53	59	62
Croatie	22	28	37	44	49	49
Égypte	43	50	55	60	65	67
Espagne	57	61	70	75	78	78
France	53	57	62	63	63	62
Grèce	38	42	52	57	59	59
Israël	75	74	79	81	82	83
Italie	60	65	69	71	72	71
Liban	38	52	54	48	63	67
Libye	20	26	45	62	79	79
Malte	65	74	74	72	74	73
Maroc	24	27	33	39	45	49
Monaco	100	100	100	100	100	100
Autorité Palestinienne	42	48	56	54	54	57
Slovénie	17	21	25	30	33	34
Syrie	34	36	42	51	55	56
Tunisie	26	30	36	46	53	55
Turquie	19	27	36	46	57	60
Yougoslavie	20	27	35	43	47	46
TOTAL MÉDITERRANÉE	44	49	54	58	61	62

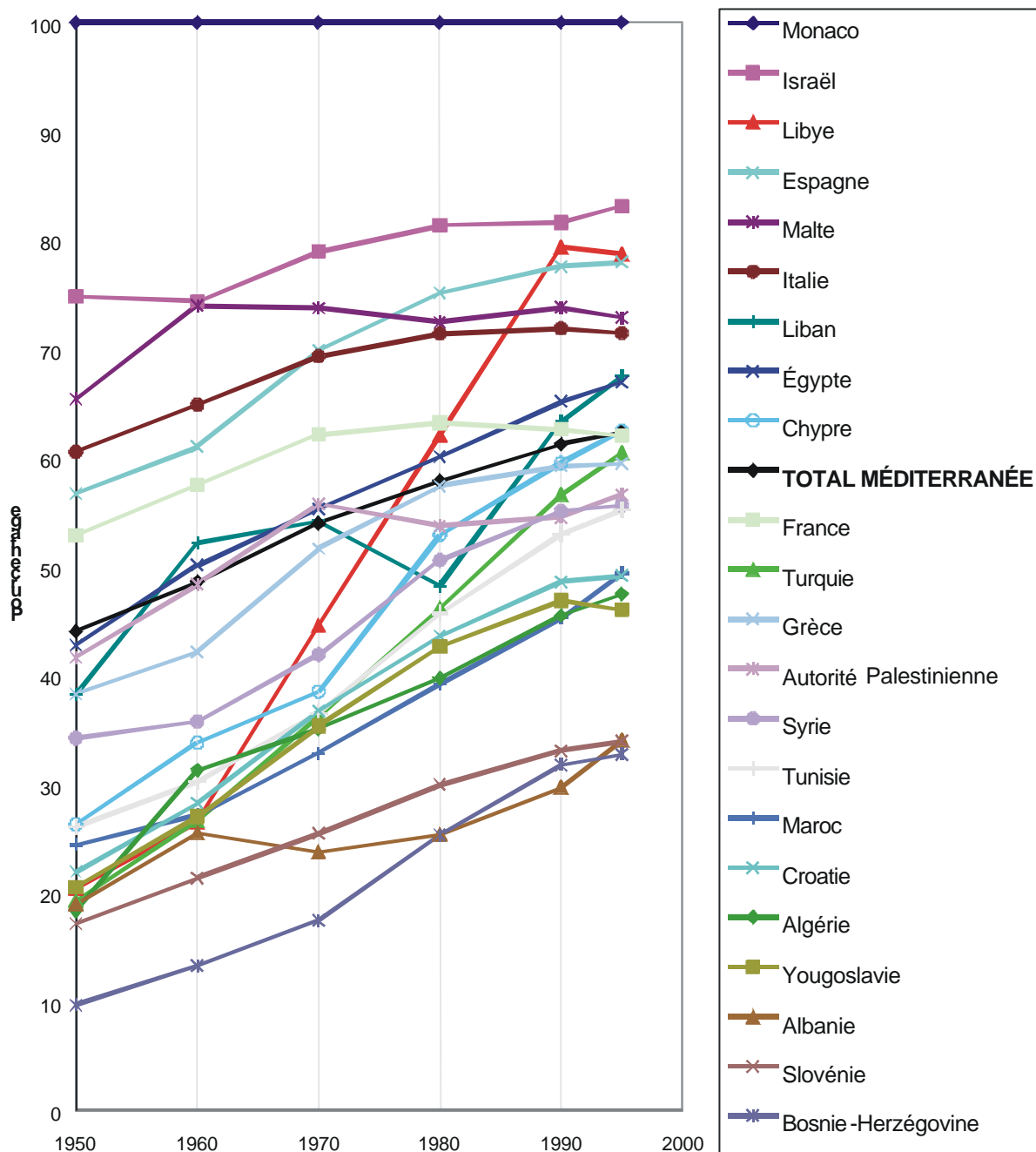
Source : *Géopolis* 1998, Plan Bleu 1999.

⁵ Les chiffres donnés sont extraits de Bairoch (1984) pour les périodes antérieures au XIX^e siècle, de la base de données *Géopolis* pour les années 1900 et suivantes. Pour 1900, les chiffres font référence à la population vivant dans les agglomérations de 10 000 habitants et plus. Ces dernières ont été arrêtées dans leur extension en 1913.

En 1995, il n'y a pas de pays franchement sous-urbanisés. Les taux les plus bas sont enregistrés dans les Balkans (Slovénie et Albanie : 34 % ; Bosnie : 33 %). Ces faibles taux des Balkans s'expliquent par le fait que cette région n'a jamais compté de grandes villes, les petites et moyennes agglomérations y ayant souvent encore l'aspect de gros bourgs agricoles. De surcroît, les régimes politiques après 1945 (Yougoslavie, Albanie) ont davantage valorisé l'agriculture et le maintien de la population en zone rurale que la concentration urbaine. Ces politiques ayant été abandonnées, et les conflits régionaux ayant entraîné de profonds bouleversements, il se pourrait pourtant qu'on assiste à un très rapide rattrapage de l'urbanisation dans les années à venir, avec, en particulier, une croissance importante des grandes villes, comme Tirana en Albanie.

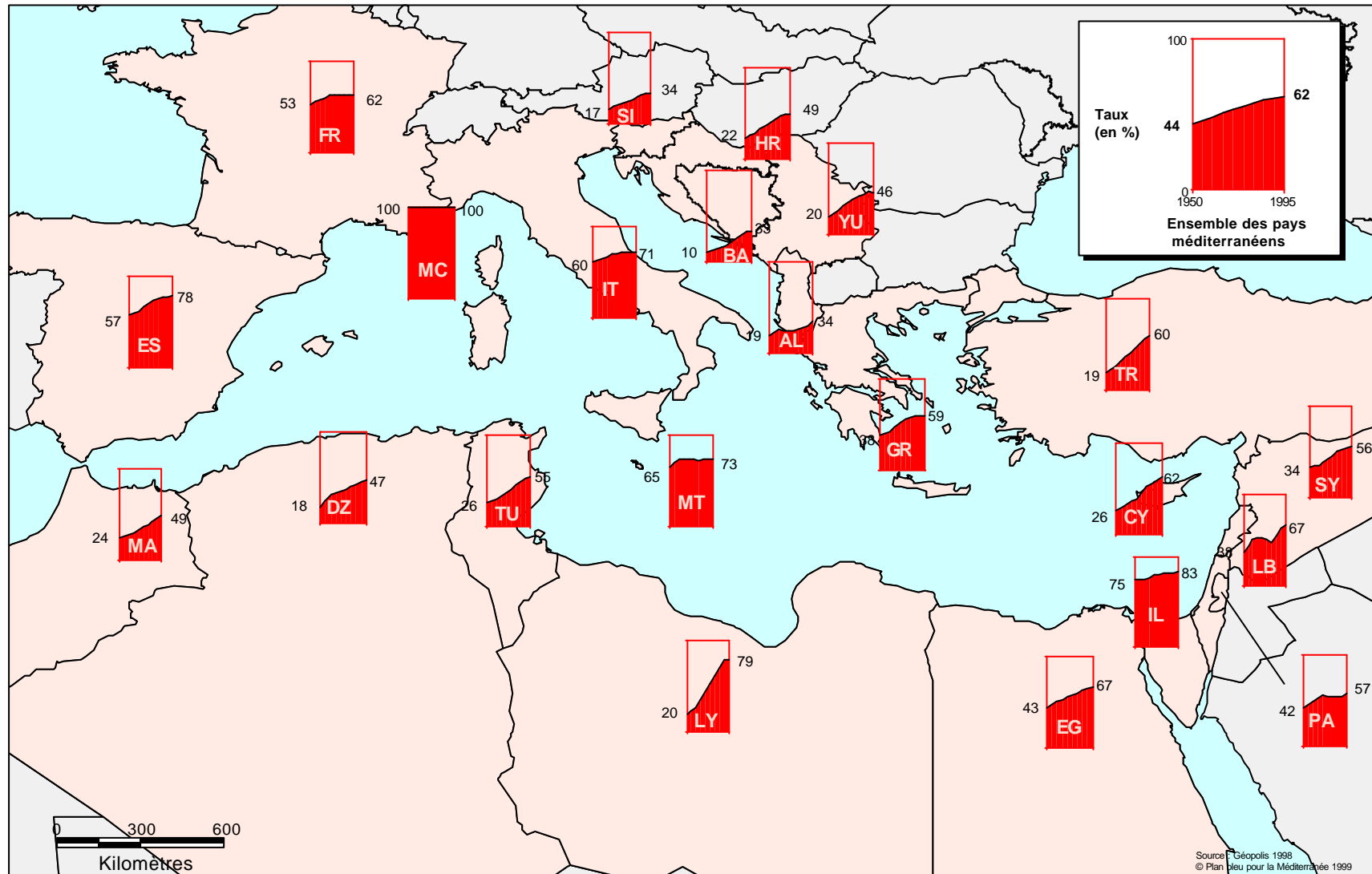
Les pays qui ont connu la plus forte croissance de leur taux d'urbanisation entre 1950 et 1995 sont la Libye, +58 % en valeur absolue et la Turquie, +41 % en valeur absolue (Graphique 3 et Carte 1). En revanche de 1990 à 1995, le taux d'urbanisation stagne, voire régresse légèrement, dans les pays du Nord, et, plus généralement dans tous les pays déjà fortement urbanisés (Israël, Malte). En Libye, la croissance spectaculaire des villes est liée à une profonde mutation de l'économie, grâce à la rente pétrolière. L'ampleur du phénomène s'explique par le modeste effectif de la population libyenne (5 millions d'habitants en 1995) en regard de la manne exceptionnellement élevée que représentaient les hydrocarbures, et par le fait qu'il s'agit d'un pays désertique où il n'y a jamais eu de véritable population agricole sédentaire, mais plutôt une population pastorale et nomade que l'Etat a tenté de fixer dans les villes.

Graphique 3.-Taux d'urbanisation des pays ou territoires méditerranéens (en %)



Source : Géopolis 1998, Plan Bleu 1999.

Carte 1.-La croissance des taux d'urbanisation dans les pays ou territoires méditerranéens entre 1950 et 1995



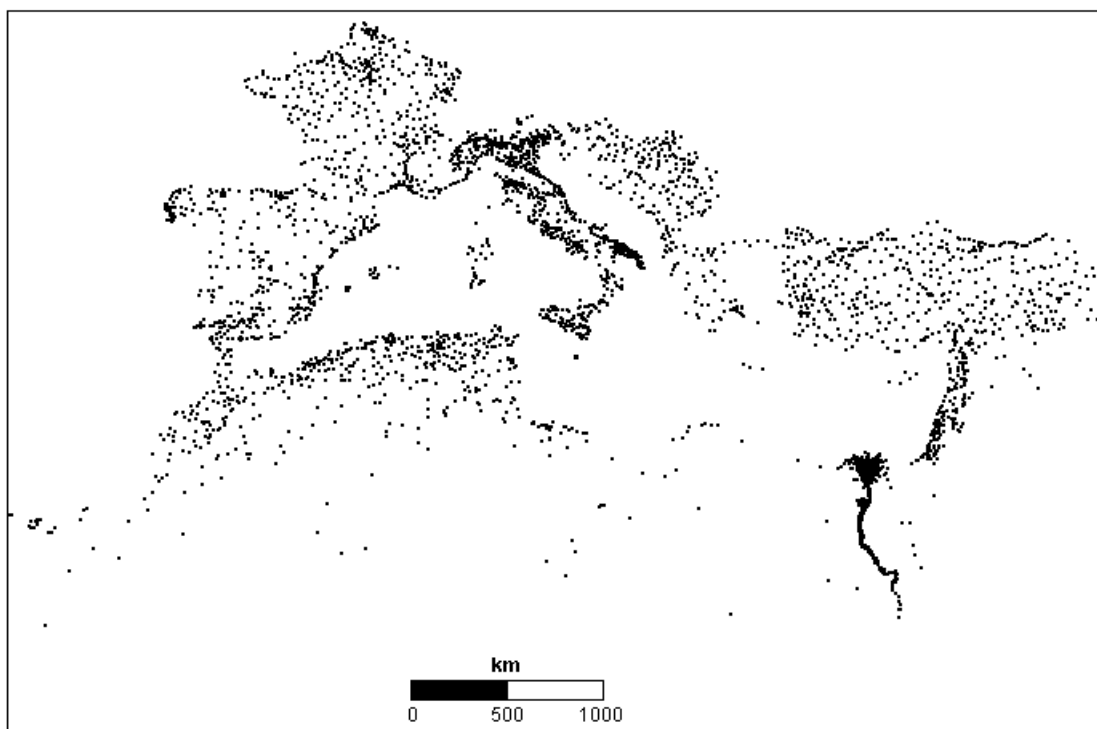
2.3 Semis des agglomérations

L'analyse des semis d'agglomérations —terme neutre qui désigne la répartition des agglomérations dans l'espace à partir de la position de chaque agglomération— permet de prendre en compte des différenciations spatiales qui se jouent à une échelle plus fine.

Chaque agglomération est représentée par un point quelle que soit sa taille. Volontairement, les limites physiques et politiques n'ont pas été représentées.

En 1995, *Géopolis* recense 3 962 agglomérations d'au moins 10 000 habitants dans les pays méditerranéens. Une cartographie du semis de ces agglomérations (Carte 2), montre que la trame des agglomérations restitue généralement le tracé des littoraux avec une précision remarquable. A quelques exceptions près (Corse, Crète, Chypre, Libye), ceci indique que la ligne de côte est désormais intensivement urbanisée.

Carte 2.- Semis des agglomérations de 10 000 habitants et plus en 1995



Source : *Géopolis* 1998, Plan Bleu 1999.

Deux pays se distinguent par la densité élevée de leur semis d'agglomérations. Ensemble, ils totalisent à eux seuls plus de 40 % du nombre total d'agglomérations :

- l'Égypte compte 865 agglomérations. Presque exclusivement situées dans la vallée du Nil, elles font de la vallée l'une des régions les plus denses de la planète (1 600 habitants/km²). En revanche, le littoral stricto sensu est encore peu urbanisé, malgré l'essor récent des villages de vacances à l'Ouest d'Alexandrie, car la plupart ne sont pas habités en permanence ;

- l'Italie rassemble 769 agglomérations, dont la plupart sont situées dans les zones basses ou le long des piémonts de la péninsule. En même temps, l'Italie est le plus « méditerranéen » des grands pays du bassin.

L'ensemble des pays ou territoires du Levant (Syrie, Liban, Israël, Autorité Palestinienne), berceau des plus anciennes civilisations urbaines de la région —voire du monde— présente également un semis très dense, aussi bien à l'intérieur des terres (Jérusalem, Alep, Damas...) que sur le littoral (Tel Aviv-Jaffa, Beyrouth...).

La distance moyenne entre les agglomérations donne une idée de la densité du semis des agglomérations : plus la distance moyenne entre les agglomérations est faible, plus la trame des agglomérations est serrée sur le territoire concerné. Cette distance moyenne est calculée pour chaque pays ou territoire (Tableau 7).

Tableau 7.- Distance moyenne entre les agglomérations en 1995

Pays ou territoires	Distance moyenne entre les agglomérations (en km)
Albanie	16
Algérie	48
Bosnie-Herzégovine	19
Chypre	21
Croatie	18
Égypte	17
Espagne	17
France	18
Grèce	22
Israël	10
Italie	10
Liban	10
Libye	88
Malte	4
Maroc	36
Monaco	
Autorité Palestinienne	9
Slovénie	18
Syrie	23
Tunisie	21
Turquie	20
Yougoslavie	16

Source : *Géopolis* 1998, Plan Bleu 1999.

Malte, l'Autorité palestinienne, Israël, le Liban et l'Italie présentent les semis d'agglomérations les plus denses. En fait, la distance moyenne entre les agglomérations est très tributaire de la densité démographique locale : ces pays ou territoires sont aussi les plus densément peuplés de la Méditerranée.

Ce calcul global à l'échelle d'un pays introduit aussi le problème des contrastes dans la répartition du peuplement : les pays de la rive Sud englobent de vastes étendues totalement désertiques, contrastant avec des zones très denses où les semis de villes sont très serrés (vallée du Nil, Nord du Maghreb). La cartographie du semis par ville

permet de corriger ce problème en restituant la position réelle de chaque agglomération : ainsi, le semis des agglomérations est relativement homogène en Turquie, alors qu'au contraire, il est groupé sur une minuscule partie du territoire en Egypte ou en Libye.

Lorsque les semis sont denses, l'économie des agglomérations peut devenir très spécialisée : la diversité des services et des fonctions peut être compensée par des échanges entre les villes lorsque ces dernières sont proches les unes des autres. Cette situation favorise les déplacements et les échanges interurbains et la complémentarité fonctionnelle entre différents sites. Il en résulte que le destin de chaque ville est souvent lié à celui de toute une région. En cas de croissance comme de crise, on constate souvent que c'est tout un ensemble de villes qui suit le même mouvement. Au contraire, les villes isolées au sein de vastes contrées rurales ou désertiques sont forcées d'offrir une panoplie plus complète de services et de fonctions.

Si l'on examine plus attentivement les semis des agglomérations, on constate qu'ils se calquent sur la carte des fortes densités rurales : delta du Nil, huertas espagnoles, plaines littorales italiennes ou israélo-palestinienne. Ceci rejoint la remarque faite en introduction de l'ouvrage sur la définition des villes : la plupart de ces agglomérations sont d'anciens gros villages qui ont dépassé le seuil de 10 000 habitants sous le coup de la croissance démographique des dernières années.

2.4 Taille et croissance des agglomérations

Nombre et taille moyenne des agglomérations

Les agglomérations méditerranéennes ont connu une forte croissance entre 1950 et 1995 aussi bien en nombre (passant de 1 923 à 3 962) qu'en taille (Carte 3 et Tableau 8). Vingt-neuf agglomérations dépassent le million d'habitants en 1995, alors qu'elles n'étaient que 10 en 1950. Le phénomène majeur est la montée en puissance des métropoles des pays du Sud et de l'Est en Méditerranée dans le groupe des agglomérations millionnaires. Alors qu'elles n'étaient que 2 sur 10 en 1950, elles sont 17 sur 29 en 1995.

Avec près de 11 millions d'habitants, Le Caire est la plus grande métropole des pays riverains de la Méditerranée, devant Paris (9,5 millions) et Istanbul (8,3 millions). Aucune de ces trois villes n'est une métropole « méditerranéenne » au sens strict du terme. Si l'on s'en tient au sens restreint de la ligne de côte, aucune agglomération littorale méditerranéenne ne dépasse 4 millions d'habitants, mais on trouve en revanche cinq agglomérations ayant une taille très proche —autour de 3-4 millions d'habitants : Barcelone, Rome, Naples, Athènes, Alexandrie.

Les plus grandes métropoles méditerranéennes sont donc de taille relativement modeste sur le plan mondial. L'ONU fixe le seuil minimum de population des « megacities » à 8 millions d'habitants ; selon la base de données *Géopolis*, ces agglomérations sont au nombre de 23 dans le monde en 1995. Le Caire n'arrive qu'au 14^e rang et aucune ville strictement « méditerranéenne » n'atteint cette taille. La plus peuplée, Barcelone, n'arrive qu'au 54^e rang mondial en 1996 (INSEE, 1997/98). De même, du point de vue économique, il n'y a pas de « ville globale » en Méditerranée au sens où aucune de ces métropoles n'a de position économique, financière ou politique ou de rôle déterminant ou moteur dans la mondialisation (Cf. Sassen, 1996).

Carte 3.- Les agglomérations des pays méditerranéens en 1950 et en 1995

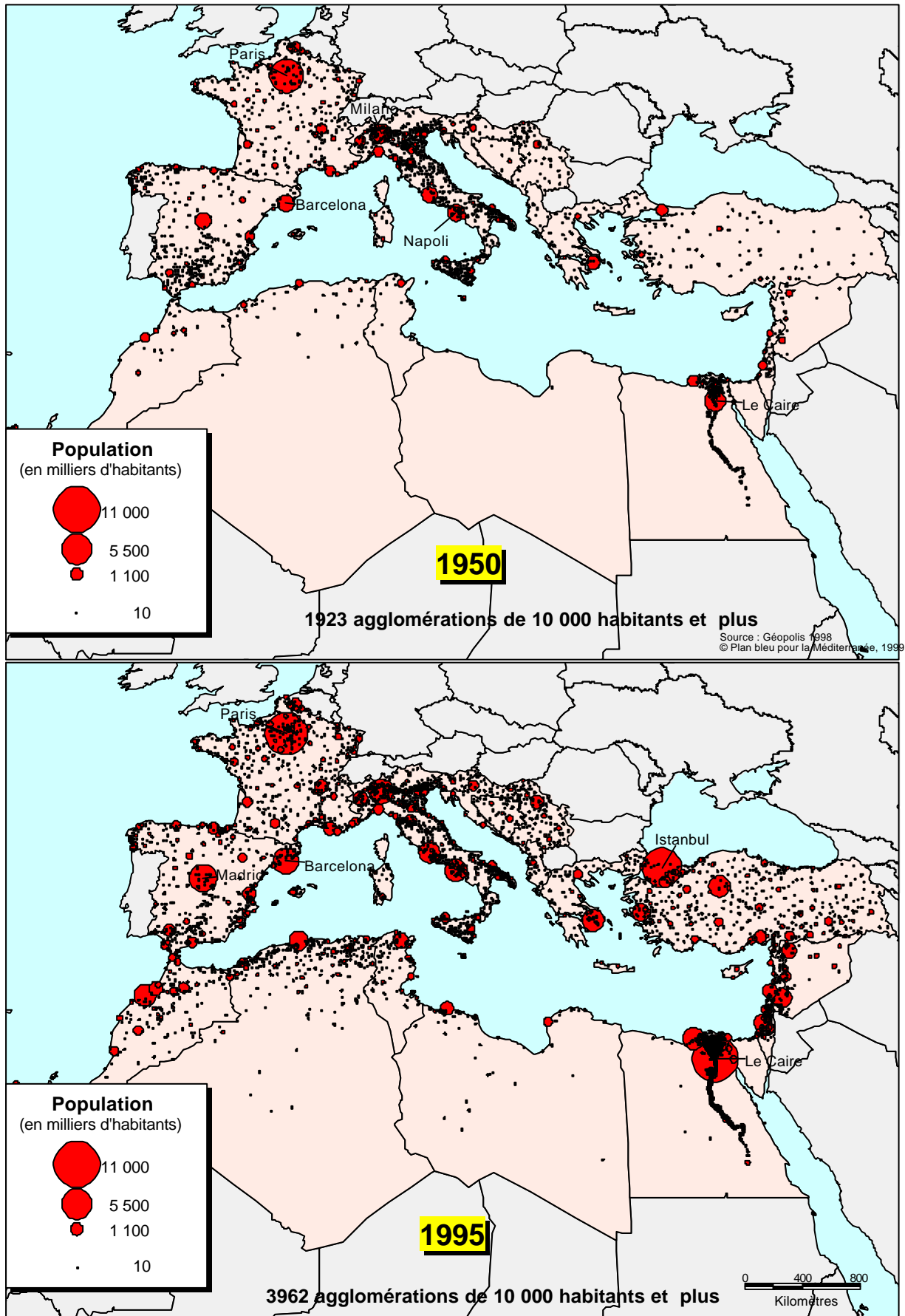


Tableau 8.- Nombre et taille moyenne des agglomérations

Pays ou territoires	Nombre d'agglomérations			Taille moyenne (en milliers d'habitants)		
	1950	1970	1995	1950	1970	1995
Albanie	9	13	26	26	40	44
Algérie	37	98	262	45	49	51
Bosnie-Herzégovine	8	14	37	32	46	37
Chypre	4	4	5	32	59	91
Croatie	20	27	43	42	60	55
Égypte	215	358	865	43	50	45
Espagne	350	370	415	46	64	74
France	296	373	433	74	84	83
Grèce	51	56	70	54	80	87
Israël	8	24	53	118	96	88
Italie	674	677	769	42	55	53
Liban	6	13	23	87	92	98
Libye	4	17	57	48	51	68
Malte	2	4	5	101	59	54
Maroc	31	56	135	70	88	97
Monaco	1	1	1	18	24	32
Autorité Palestinienne	10	11	20	43	57	71
Slovénie	6	10	16	42	43	42
Syrie	18	34	85	66	77	94
Tunisie	19	37	84	48	49	59
Turquie	104	231	460	39	56	81
Yougoslavie	50	76	98	29	41	51
TOTAL MÉDITERRANÉE	1 923	2 504	3 962	49	61	64

Source : *Géopolis* 1998, Plan Bleu 1999.

La « taille moyenne » est un indicateur qui possède l'avantage de décrire un profil d'urbanisation « moyen » qui permet de différencier des pays de « petites villes » (Albanie, Algérie, Bosnie, Égypte, Italie) où la moyenne des villes va de 37 000 à 55 000 et des pays plutôt de « grandes villes » (Liban, Maroc, Grèce, Syrie...) où la moyenne est, en gros, le double des précédentes.

Certaines irrégularités spatiales dans la taille moyenne peuvent être attribuées au faible nombre d'agglomérations que possèdent certains pays. Ainsi, le Liban ne compte que 22 agglomérations de plus de 10 000 habitants, en dehors d'une capitale très peuplée, dont la présence a pour effet de relever sensiblement la moyenne nationale. Au contraire c'est la présence de nombreuses petites villes qui tire les moyennes nationales de l'Égypte vers le bas. C'est donc de manière un peu inattendue que l'on trouve l'Égypte parmi les pays plutôt de « petites villes » car l'image habituelle de la ville dans ce pays est généralement attachée à celle du Caire, qui représente souvent par excellence la figure de la « mégapole » des pays en voie de développement. On oublie de ce fait que l'urbanisation ne se résume pas à la croissance de quelques grandes agglomérations, mais affecte le système de peuplement dans son ensemble.

Ainsi, l'appréhension de ce phénomène en Méditerranée est d'autant plus complexe que l'urbanisation recouvre des réalités très contrastées. Entre des centaines de

petites agglomérations italiennes, turques ou égyptiennes et d'énormes capitales multimillionnaires en nombre d'habitants, existent toute une gamme de villes dont les tailles et les fonctions présentent des caractéristiques et posent des problèmes extrêmement variés : Il est nécessaire de donner un aperçu de la répartition par taille de cet ensemble d'agglomérations.

Répartition des agglomérations par classes de taille

Lorsqu'on est en présence de très vastes ensembles, comme c'est le cas dans cette étude (3 962 agglomérations), la distribution statistique des villes par classes de taille suit toujours une répartition régulière, car elle respecte la loi gaussienne des grands nombres. Pour cette raison, les villes ont été distribuées (Tableau 9) selon des classes de fréquence strictement identiques suivant le multiplicateur 2 (10 000, 20 000, 40 000, etc.).

Tableau 9.- La croissance des agglomérations par classes de taille

N	Classes de taille	Nombre d'agglomérations		Population (en milliers d'habitants)		Part dans la population urbaine
		1950	1995	1950	1995	1995
1	De 10 000 à 20 000 Habitants	1 093	2 079	14 775	28 702	11,4
2	De 20 000 à 40 000 Habitants	474	949	12 890	26 095	10,3
3	De 40 000 à 80 000 Habitants	184	508	10 310	28 083	11,1
4	De 80 000 à 160 000 Habitants	93	215	10 277	23 672	9,4
5	De 160 000 à 320 000 Habitants	44	108	10 260	23 780	9,4
6	De 320 000 à 640 000 Habitants	17	57	7 325	24 625	9,7
7	De 640 000 à 1 280 000 Habitants	10	21	8 109	17 527	6,9
8	De 1 280 000 à 2 560 000 Habitants	6	13	10 792	21 396	8,5
9	De 2 560 000 à 5 120 000 Habitants	1	9	2 805	30 095	11,9
10	De 5 120 000 à 10 240 000 Habitants	1	2	6 361	17 896	7,1
11	De 10 240 000 à 20 480 000 Habitants	0	1	0	10 801	4,3
	TOTAL MÉDITERRANÉE	1 923	3 962	93 903	252 674	100

Source : *Géopolis* 1998, Plan Bleu 1999.

Suivant les lois de Gauss, on devrait obtenir le même pourcentage de population urbaine dans chaque classe, excepté la plus grande qui est incomplète (il n'y a pas d'agglomération de 20 millions d'habitants). Or, la lecture du Tableau 9 et du Graphique 4 montre que certaines classes de tailles sont plus ou moins bien "remplies" et donne ainsi un certain profil de l'urbanisation méditerranéenne.

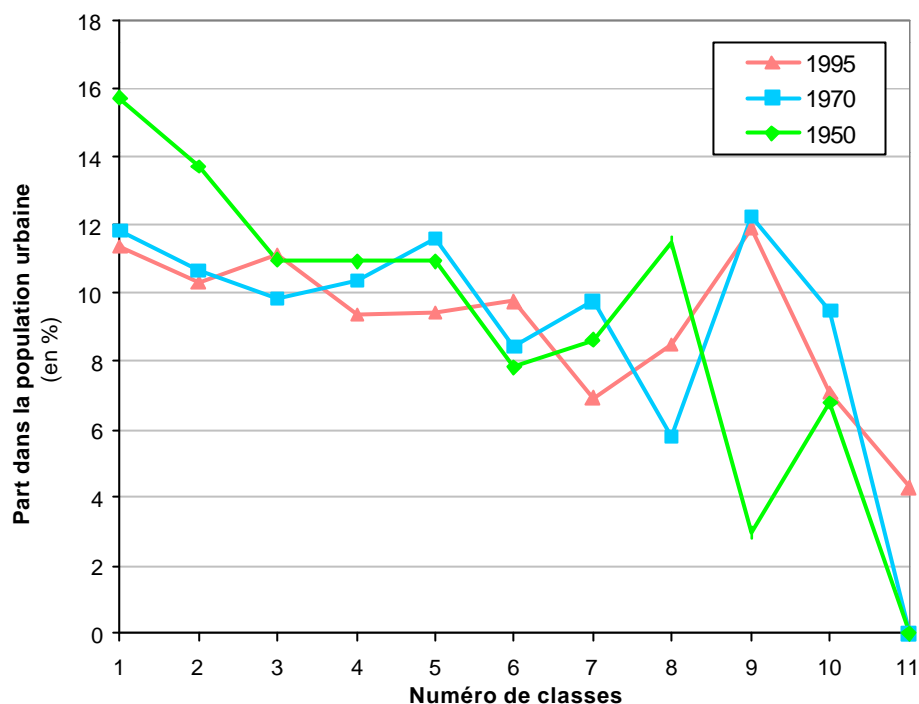
On constate en particulier une « sur-représentation » relative des agglomérations :

- de 2,56 à 5,12 millions d'habitants (classe 9 : 11,9 % de la population urbaine) ;
- de 10 à 20 000 habitants (classe 1 : 11,4 %) ;
- de 40 000 à 80 000 habitants (classe 3 : 11,1 %).

En revanche, il apparaît un certain « déficit » des agglomérations classes 7, 10 et 11, difficile à interpréter compte tenu du petit nombre d'agglomérations dans ces classes.

Toutes les autres classes ont une représentation à peu près « normale ».

Graphique 4.- Répartition de la population urbaine par classes de taille



Source : *Géopolis* 1998, Plan Bleu 1999.

Ces résultats indiquent les échelons actuellement « forts » de l'armature urbaine des pays riverains de la Méditerranée. Ce sont :

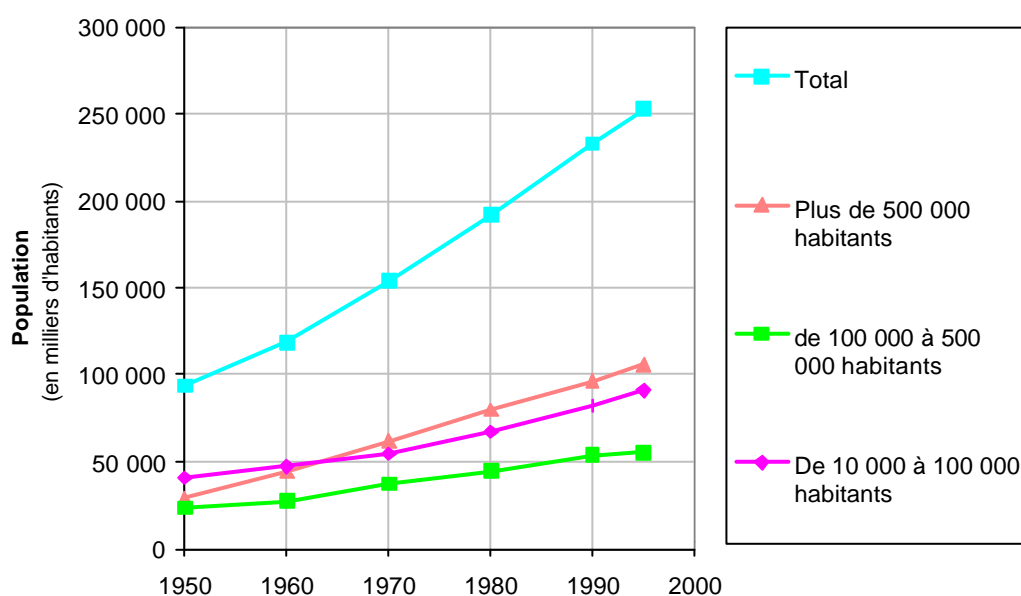
- d'une part les grandes agglomérations de la classe 9 (de 2,56 à 5,12 millions d'habitants) comme Alexandrie, Rome, Athènes, Naples, Alger, Barcelone, Izmir, toutes situées sur la ligne de côte ; seules Milan, Madrid et Ankara sont des villes de l'intérieur ;
- d'autre part, et à l'opposé, les villes les plus petites (classe 1 : de 10 000 à 20 000 habitants). Au niveau national, cet échelon est sur-représenté en Egypte, en Italie, dans les Balkans, ainsi qu'en Espagne. A ce niveau, le caractère urbain est hésitant. Ces agglomérations sont dominées par de gros bourgs à peine sortis de l'économie agricole. En Egypte, les agglomérations de cette taille présentent souvent plus de 50 % d'actifs travaillant dans le secteur agricole, tandis que le reste des actifs travaille dans des secteurs eux-mêmes liés à l'agriculture locale (commerce des marchés, industrie agroalimentaire, textile cotonnier, artisanat rural de transformation de produits agricoles, ou fabrication d'outils). De même, dans les Balkans et le Sud de l'Italie, de nombreux auteurs hésitent à qualifier cette catégorie d'agglomérations d'« urbaine ». Pourtant, force est de reconnaître que ces agglomérations, mêmes agricoles, présentent un grand nombre de traits « urbains », comme, par exemple, la présence d'un tissu souvent très dense. La classification dans les catégories « urbaine » ou « rurale » demeure formelle.

Cependant, si on prend en compte les caractéristiques décrites brièvement ci-dessus, on voit qu'il s'agit là d'une figure assez répandue et très caractéristique de l'urbanisation méditerranéenne.

- les villes intermédiaires (classe 3 : 40 000 à 80 000 habitants), dont le caractère urbain fait moins de doute, représentent l'échelon d'encadrement des précédentes dans les économies locales. Elles sont particulièrement nombreuses dans les régions où les semis sont denses (vallée et delta du Nil, Pouilles, Sud de l'Espagne) : elles animent généralement de petites régions traditionnelles qui correspondent en gros à une « géographie de pays » (Cf. Denis 1998), ou dans les régions moins denses des circonscriptions administratives plus vastes.

Le phénomène de l'urbanisation en Méditerranée ne saurait donc se résumer à la croissance spectaculaire — au sens médiatique du terme — de quelques grandes villes : un tiers de la population urbaine réside dans une agglomération de moins de 80 000 habitants, et 60 % dans une agglomération de moins de 640 000 habitants. Loin des grandes métropoles, les villes petites et moyennes ont donc une place très importante dans le mouvement de l'urbanisation. Par leur nombre et la densité de leur semis, elles contribuent à mailler le territoire et à rapprocher l'urbanisation du monde rural ; par les contingents de leur population, elles représentent une part importante de la population urbaine des pays riverains de la Méditerranée.

Graphique 5.- Croissance des agglomérations selon trois classes



Source : *Géopolis* 1998, Plan Bleu 1999.

3 Evolution et situation actuelle de l'urbanisation dans l'ensemble des régions côtières méditerranéennes

3.1 Définitions

Dans la présente étude, tous les pays riverains de la Méditerranée sont considérés comme méditerranéens. Il s'agit d'une définition conventionnelle de l'espace méditerranéen dans la mesure où six pays possèdent une ou plusieurs façades maritimes (Egypte, Israël, Maroc, Espagne, France, Turquie). Cette définition a le mérite d'être opérationnelle dans la mesure où de nombreuses décisions politiques concernant l'aménagement du territoire et des littoraux se prennent au niveau national. Autrement dit, dès lors qu'un Etat possède une façade méditerranéenne, c'est bien l'ensemble de son territoire qui est concerné par la présence (ou non) de législations concernant l'aménagement, l'urbanisme, les transports, etc.

Les Parties contractantes à la Convention de Barcelone (1976), soit vingt Etats et la Communauté européenne, illustrent tout à fait le caractère opérationnel de cette définition.

En outre, en prenant l'ensemble d'un pays, on optimise les possibilités d'évaluer le poids des régions littorales sur l'échiquier national : c'est ainsi que l'on peut comparer la croissance des villes des régions côtières méditerranéennes avec celles de l'intérieur ou, le cas échéant, celles qui sont situées sur d'autres littoraux.

On considère ici le littoral méditerranéen à deux échelles différentes : d'une part, *les régions administratives touchant la ligne de côte de la Méditerranée* (régions côtières méditerranéennes) ; d'autre part, *les agglomérations qui sont localisées sur la ligne de côte*.

Les régions administratives touchant la ligne de côte de la Méditerranée. Dans la présente étude, les expressions « régions côtières méditerranéennes » et « régions littorales méditerranéennes » sont synonymes.

Pour les pays de l'Union européenne, les unités administratives de base choisies sont celles du niveau 3 de la Nomenclature des Unités Territoriales Statistiques (NUTS 3). En accord avec les pays, le Plan Bleu a étendu l'équivalent du niveau 3 de cette nomenclature au pourtour du bassin méditerranéen.

Le niveau équivalent « NUTS 3 » de la communauté européenne, même s'il n'est pas toujours strictement comparable entre deux pays, est le premier niveau opérationnel de la gestion décentralisée du territoire. Dans certains pays (notamment en Europe), la tendance est à transformer ces unités spatiales en collectivités locales avec une autonomie politique et budgétaire de plus en plus grande. Ce n'est cependant pas le cas au Sud et à l'Est (Egypte, Algérie, Turquie...), où ces entités géographiques sont peu autonomes par rapport au pouvoir central. Administrées par un gouverneur ou un préfet nommé directement par le gouvernement, leur gestion est donc directement contrôlée par l'Etat.

A partir du moment où l'une de ces entités territoriales possède une façade maritime, même de quelques kilomètres de long, se pose —toujours dans une perspective opérationnelle— la question de sa place et de l'intérêt accordé à son littoral dans les

politiques d'aménagement local. Quel qu'en soit le mode de gestion (centralisé ou non), on sait qu'il existe à ce niveau territorial au moins un interlocuteur, nommé ou élu, qui dispose de moyens financiers, juridiques, politiques, et a la responsabilité de cette portion de littoral.

Les agglomérations qui sont localisées sur la ligne de côte. Cette deuxième échelle utilisée dans cette étude renvoie à une définition très restrictive du littoral. Elle est pour le moins incontestable, et les problèmes de la littoralisation s'y posent avec une acuité particulièrement vive.

Une agglomération est considérée comme touchant la ligne de côte à partir du moment où l'une de ses unités locales constitutives (voir §1.1a) est délimitée par le front de mer. Il peut en résulter que le centre historique de l'agglomération se trouve déporté légèrement vers l'intérieur : c'est le cas, par exemple, de Rome.

L'utilisation de ces deux définitions permet de différencier certains processus. La lecture des cartes peut en effet se faire à deux niveaux :

- les indicateurs de l'urbanisation des régions côtières, comparés à l'ensemble du pays, donnent une idée du poids, des dynamiques, de l'attractivité des littoraux à l'échelle nationale. Ils renvoient à une notion de « littoralisation relative » de la population urbaine.
- les indicateurs de l'urbanisation de la ligne de côte montrent la charge urbaine du littoral stricto sensu ; ils peuvent être comparés à ceux des régions côtières précédentes ou à l'ensemble du pays et renvoient schématiquement à une notion de « littoralisation absolue » de la population urbaine.

Ainsi, les villes de certaines régions côtières peuvent se montrer particulièrement attractives au niveau régional et non celles situées sur leur ligne de côte. Cela signifie alors que ces régions côtières méditerranéennes sont attractives sur le plan national, mais que l'on peut observer en même temps un redéploiement du peuplement depuis la côte vers l'intérieur de ces régions.

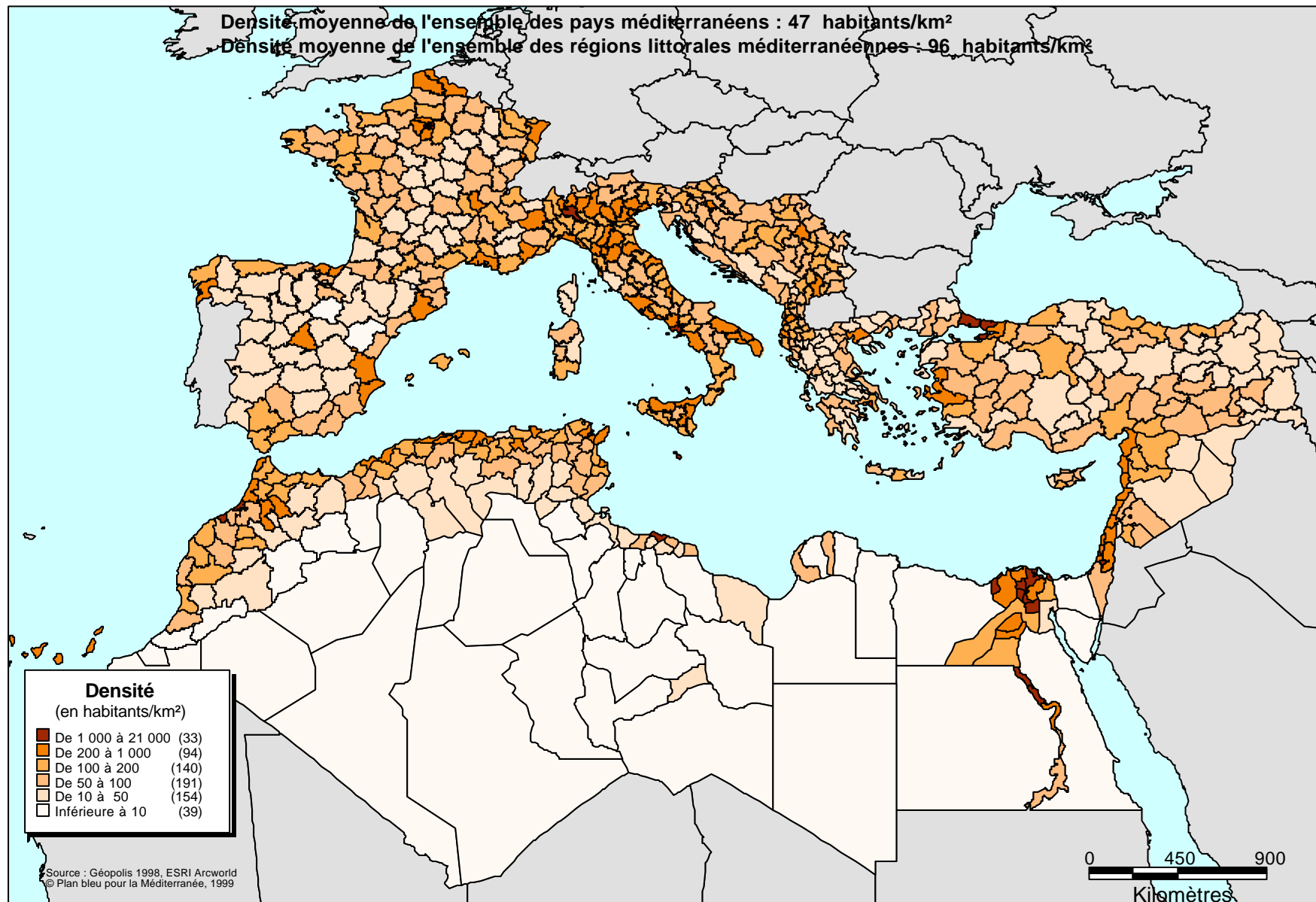
3.2 L'urbanisation dans les régions littorales

Densité moyenne et contrastes du peuplement

Sur les 651 régions des pays riverains de la Méditerranée, un tiers (221) touchent la ligne de côte de la Méditerranée. Ces régions côtières méditerranéennes sont deux fois plus densément peuplées que l'ensemble des régions des pays : 96 habitants/km² en moyenne, contre 47 habitants/km² (Carte 4).

Cette disparité s'explique d'abord par la présence des déserts au Sud. Les 29 régions (équivalentes au niveau NUTS 3) désertiques du Sud les moins denses, correspondant au Sahara, Désert oriental égyptien et Sinaï, sont à la fois immenses et quasi inhabitées. La *wilaya* de Tamanrasset est par exemple à elle seule plus vaste que la France ou que l'Espagne et ne compte que 124 000 habitants ; les régions de Adrar (Algérie), al-Kufra (Libye) et de la Nouvelle-Vallée (Egypte) couvrent chacune plus de 400 000 km² (soit plus que l'Italie) pour 400 000 habitants environ en 1995. Ensemble, ces 29 régions occupent, à elles seules, 4 462 000 km² sur 8 158 000 km², soit 55 % de la superficie de l'ensemble des pays de la zone étudiée.

Carte 4.- Densité de population dans les régions des pays méditerranéens en 1995



D'un autre côté, la présence de ces déserts est contrebalancée par celle de régions très denses et non littorales. La vallée et le delta du Nil et les zones adjacentes (Alexandrie, Canal de Suez...) rassemblent 58 millions d'habitants sur 53 000 km², soit 14 % de la population totale sur 0,7 % de la superficie des pays méditerranéens. Or, les 2/3 de cette population ne sont pas considérés comme appartenant à une région littorale, selon notre définition. De même les régions de Paris, de Milan-Turin, de Madrid, de Lyon, d'Ankara, de Damas, Alep et Belgrade concentrant environ 40 millions d'habitants, soit 10 % de l'ensemble, sont très denses et non littorales. Il faudrait aussi ajouter la région d'Istanbul, du Nord-Pas de Calais, de Casablanca-Rabat, de Séville ou du Pays Basque (20 millions d'habitants concernés au total, soit 5 % de l'ensemble) qui sont très denses, littorales, mais non situées au bord de la Méditerranée.

Dans ce contexte, il faut garder à l'esprit le fait que la notion de « moyenne » réduit à un descripteur une réalité qui recouvre des contrastes extrêmes, tout particulièrement dans le bassin méditerranéen. Si elle offre l'avantage de fixer un ordre de grandeur, un point de repère commode, la densité moyenne est une donnée qui est peu réductible au mode de peuplement méditerranéen, jusque dans ses échelles géographiques les plus fines. Les zones de contact entre les paysages, les formes et les milieux sont en maintes régions extrêmement contrastés. En quelques dizaines de mètres, on passe d'un milieu extrême à un autre : d'une oasis irriguée à une zone désertique, d'une plaine alluviale intensivement occupée, à des flancs escarpés couverts de maquis ou de garrigues —de l'*ager* au *saltus* pour reprendre la classification du monde romain—, d'une ville densifiée à l'extrême à des champs irrigués cultivés comme un jardin, d'un couloir industriel et urbain couvert de voies de communication à un massif totalement sauvage.

Ce lieu commun, abondamment répandu dans la littérature régionale comme dans la promotion touristique, et qu'obture la notion de moyenne, fait donc sens, car il se présente finalement comme une véritable constante du bassin méditerranéen, tout particulièrement lorsqu'on se penche sur le problème de l'urbanisation et de la littoralisation. On peut dire en effet que cette constante est structurelle car elle transcende toutes les échelles géographiques, de la plus petite à la plus grande : aux portes de régions parmi les plus denses de la terre, on trouve l'un des déserts parmi les plus absolus et les plus vastes du monde (Egypte, Damas) ; de grandes agglomérations parmi les plus denses de leurs régions (Barcelone, Marseille, Gênes...) sont enchâssées dans des massifs pratiquement inhabités.

Le souci de dédensifier des zones saturées par une urbanisation mieux répartie sur le territoire apparaît également comme une constante des politiques d'aménagement et d'urbanisme nationales (Egypte, Libye, Algérie, Syrie, Israël), et dans une moindre mesure —surtout à partir des questions hydrauliques— en Turquie (aménagement des vallées du Tigre et de l'Euphrate), en Espagne (programme de construction des grands barrages du plateau intérieur) et en Tunisie.

Or, pour bonifier le désert et les marais, construire des routes et des canaux, lotir des massifs vierges, mettre en valeur des ressources éloignées des centres habités, aménager des vallées entières, des investissements importants ont été mobilisés. Ces programmes s'avèrent fort coûteux lorsqu'on rapporte le montant de ces investissements au nombre de personnes concernées, et les premières objections que ces politiques ont reçues sont qu'elles grèvent d'autant le budget qui pourrait être

affecté à la réhabilitation, la rénovation ou la modernisation des zones traditionnelles de peuplement. En terme d'impact sur le peuplement, l'enjeu n'est mesurable que sur le long terme. Or, il est impossible de prévoir si des aménagements nouveaux impulseront de vastes mouvements de peuplement et de nouvelles dynamiques d'emplois, ou si seulement quelques poignées d'habitants en profiteront.

L'exemple de l'Égypte, pays le plus engagé sur le plan de la construction de villes nouvelles, est intéressant. Les villes nouvelles accueillent la majorité des nouvelles entreprises étrangères qui arrivent à la faveur de l'infatigable, mais ont plus de difficulté à attirer la population. Dès 1993, les villes de Dix de Ramadan et de Six Octobre regroupaient respectivement 36 600 et 29 000 emplois industriels, tandis que leur population totale s'élevait respectivement à 47 839 et 35 479 habitants au recensement de novembre 1996. Leur tissu économique est diversifié : de nombreuses multinationales s'y sont installées, mais certains établissements sont aussi des relocalisations d'entreprises qui étaient déjà présentes en Égypte, en particulier au Caire. Au total les P.M.E. offraient 77 % des emplois à Dix de Ramadan. Dès 1994, les villes nouvelles réalisaient 20 % des exportations de biens manufacturés d'Égypte. Du point de vue du peuplement, l'offre de logements s'adresse davantage aux classes moyennes et aisées qu'aux pauvres, ce qui explique leur croissance démographique relativement modeste face à d'autres expériences menées dans le monde (Brasilia, Chandigarh...). On y trouve des formes de peuplement totalement nouvelles : par exemple, un urbanisme entièrement organisé en fonction de l'automobile privée, ou la construction de lotissements pavillonnaires de type « village compound » américain. L'irruption de ces formes de peuplement à tous égards étrangères à la société égyptienne traditionnelle et surtout inadaptées à l'immense majorité de la demande sociale dévoile bien la dimension médiatique, qui constitue l'une des vocations des « grands projets ». Mais on peut aussi se demander si ces nouvelles formes de peuplement n'induiront pas de nouveaux modes de vies à partir desquels se profilerait l'horizon des classes moyennes de demain. En d'autres termes, il se pourrait que les programmes de redéploiement servent également de support à des changements radicaux dans les sociétés méditerranéennes. L'étalement spatial ne signerait alors pas seulement une rupture quantitative, mais également une rupture historique et qualitative dans les modes de vie et d'organisation.

Poids démographique des régions littorales

En 1995, les régions littorales méditerranéennes rassemblent 34 % des 405 millions d'habitants des pays riverains de la méditerranée, soit 140 millions d'habitants. Leur population urbaine s'élève à plus de 93 millions dont 59 millions dans les agglomérations situées sur la ligne de côte (Tableau 10).

Tableau 10.- Part de la population totale et de la population urbaine totale vivant sur le littoral méditerranéen en 1995 (en %)

Pays ou territoires	Population des régions littorales méditerranéennes %	Population urbaine des régions littorales méditerranéennes %	Population des agglomérations situées sur la ligne de côte %
Albanie	39,2	44,2	20,8
Algérie	43,1	46,9	32,6
Bosnie-Herzégovine	12,0	9,7	0,0
Chypre	100,0	100,0	59,7
Croatie	32,9	33,9	31,7
Égypte	34,8	30,6	10,1
Espagne	38,7	42,2	29,6
France	10,4	12,1	9,0
Grèce	89,4	94,6	81,9
Israël	85,6	85,3	59,8
Italie	57,3	61,5	37,4
Liban	90,6	95,7	83,6
Libye	85,0	88,2	71,9
Malte	100,0	100,0	77,2
Maroc	15,6	12,7	4,3
Monaco	100,0	100,0	100,0
Autorité Palestinienne	36,1	59,8	35,8
Slovénie	5,2	5,2	5,2
Syrie	9,9	6,8	6,6
Tunisie	70,2	82,0	70,0
Turquie	20,5	20,8	10,6
Yougoslavie	3,7	5,1	1,1
TOTAL MÉDITERRANÉE	34,1	36,9	23,3

Source : *Géopolis* 1998, Plan Bleu 1999.

NB : Pour certains pays, la valeur correspond à 1990.

Globalement, les populations des régions littorales de la Méditerranée connaissent des croissances quasi identiques aux populations totales des pays pour la période 1990-1995 (taux de croissance annuel moyen de 1,23 % pour les régions méditerranéennes et de 1,29 % pour l'ensemble des pays) (Tableau 11).

Pour la même période de 1990-1995, on peut noter que l'ensemble des agglomérations situées sur la ligne de côte connaissent des croissances plus faibles que les populations totales et littorales des pays. Les situations ne sont pas pour autant identiques dans tous les pays. En Afrique du Nord (Algérie, Égypte, Libye, Tunisie) et en Israël, les agglomérations littorales croissent moins vite que celles de l'intérieur, et ce, encore moins lorsqu'elles sont situées sur la côte. La tendance est inverse en Espagne et en Croatie, mais dans un contexte de croissance démographique très faible. Seuls, la Turquie, la Syrie et le Maroc se littoralisent dans un contexte de forte croissance. Les autres pays présentent des caractéristiques semblables : une croissance urbaine plus forte dans les régions littorales méditerranéennes, mais plutôt dans l'intérieur de ces régions, que dans les villes situées sur la ligne de côte. Il y a donc attraction du littoral à l'échelle globale du pays, mais à l'échelle des régions

littorales, on observe plutôt un report de la croissance vers les villes de l'intérieur. L'Italie est le seul pays à connaître des taux de croissance négatifs. Le pays se dépeuple, et plus vite dans les agglomérations situées sur la ligne de côte que partout ailleurs.

Tableau 11.- Taux de croissance annuel moyen des populations totales, urbaines, littorales des pays ou territoires entre 1990 et 1995 (en %)

Pays ou territoires	Population totale 1990-1995	Population urbaine 1990-1995	Population des régions méditerranéennes 1990-1995	Population urbaine des régions méditerranéennes 1990-1995	Population des agglomérations situées sur la ligne de côte
Albanie	0,76	3,54	Nd*	4,19	3,01
Algérie	2,44	3,32	2,26	2,78	1,70
Bosnie-Herzégovine	-0,99	-0,37	nd	3,86	
Chypre	0,82	1,80	0,82	1,80	1,93
Croatie	0,35	0,56	nd	0,65	0,69
Égypte	2,08	2,64	2,10	2,37	1,19
Espagne	0,29	0,38	0,49	0,62	0,45
France	0,54	0,35	0,76	0,63	0,60
Grèce	0,13	0,21	0,13	0,21	0,10
Israël	4,41	4,77	4,26	4,67	3,21
Italie	-0,09	-0,21	-0,15	-0,19	-0,39
Liban	1,31	2,60	1,99	2,72	2,53
Libye	4,48	4,30	nd	3,65	2,90
Malte	0,89	0,64	0,89	0,64	0,53
Maroc	2,06	3,86	2,20	4,41	4,10
Monaco	1,11	1,11	1,11	1,11	1,11
Autorité palestinienne	8,33	9,15	10,25	10,24	10,24
Slovénie	0,31	0,84	0,05	0,23	0,23
Syrie	3,43	3,62	1,12	4,24	4,30
Tunisie	2,35	3,17	2,41	2,80	2,67
Turquie	1,69	3,01	2,09	2,88	3,57
Yougoslavie	0,87	0,49	nd	0,98	
TOTAL MÉDITERRANÉE	1,29	1,65	1,23	1,48	1,10

*non disponible.

Source : *Géopolis* 1998, Plan Bleu 1999.

Les régions littorales méditerranéennes sont plus urbanisées que les pays dans leur ensemble : en 1995, leur taux d'urbanisation est de 68 %, alors que les pays ont un taux de 62 % (Tableau 12).

Cinq pays (dont les deux îles-Etats et Monaco assimilable à un îlot urbain) ont un taux d'urbanisation identique dans les deux espaces considérés.

Tableau 12.- Taux d'urbanisation des régions littorales méditerranéennes en 1995

Pays ou territoires	Taux d'urbanisation des pays (en %)	Taux d'urbanisation des régions littorales méditerranéennes (en %)
Albanie	34	38
Algérie	47	52
Bosnie-Herzégovine	33	27
Chypre	62	62
Croatie	49	51
Egypte	67	59
Espagne	78	85
France	62	72
Grèce	59	63
Israël	83	83
Italie	71	77
Liban	67	71
Libye	79	82
Malte	73	73
Maroc	49	40
Monaco	100	100
Autorité Palestinienne	57	94
Slovénie	34	34
Syrie	56	38
Tunisie	55	64
Turquie	60	61
Yougoslavie	46	63
TOTAL MEDITERRANÉE	62	68

Source : *Géopolis* 1998, Plan Bleu 1999.

NB : Pour certains pays, la valeur correspond à 1990.

Dans quatre pays, les régions côtières sont moins urbanisées que l'ensemble du pays. C'est ici la présence massive de population rurale qui explique la faiblesse des taux d'urbanisation. Les écarts entre les taux d'urbanisation atteignent -18 % pour la Syrie, -9 % au Maroc, et -8 % en Egypte.

Les autres pays ou territoires sont plus urbanisés dans les régions côtières que dans la totalité du pays. La présence de quelques grandes villes a pour effet de remonter considérablement les moyennes. Les écarts peuvent être faibles (1 point en Turquie, 2 en Croatie, 3 en Libye) mais atteignent 7 points en Espagne, 10 en France, 9 en Tunisie et jusqu'à 37 dans les Territoires palestiniens où la partie littorale est représentée par la petite enclave (373 km²) presque entièrement urbanisée de la bande de Gaza.

Les agglomérations des régions littorales sont inégalement nombreuses selon les pays (Tableau 13). En Italie, leur grand nombre est lié à la configuration péninsulaire du territoire national. En revanche en Egypte, ce nombre élevé s'explique plutôt par le fait que les régions équivalentes-NUTS 3 couvrent une bonne partie de l'intérieur du Delta, qui est l'une des régions les plus denses de la terre.

Tableau 13.- Nombre et taille moyenne des agglomérations en 1995

Pays ou territoires	Nombre d'agglomérations			Taille moyenne (en milliers d'habitants)		
	Pays	Régions littorales med	Ligne de côte	Pays	Régions littorales med	Ligne de côte
Albanie	26	13	5	44	39	48
Algérie	262	97	19	51	64	228
Bosnie-Herzégovine	37	5	0	37	26	
Chypre	5	5	4	91	91	68
Croatie	43	14	10	55	57	75
Égypte	865	276	11	45	43	355
Espagne	415	162	59	74	80	155
France	433	43	22	83	103	148
Grèce	70	59	32	87	98	156
Israël	53	49	7	88	81	400
Italie	769	472	124	53	53	123
Liban	23	21	7	98	102	269
Libye	57	38	17	68	90	164
Malte	5	5	1	54	54	209
Maroc	135	20	5	97	83	114
Monaco	1	1	1	32	32	32
Autorité Palestinienne	20	4	2	71	213	255
Slovénie	16	2	2	42	18	18
Syrie	85	5	4	94	108	132
Tunisie	84	51	25	59	80	139
Turquie	460	102	30	81	76	131
Yougoslavie	98	7	4	51	36	13
TOTAL MÉDITERRANÉE	3 962	1 449	391	64	65	151

Source : *Géopolis* 1998, Plan Bleu 1999.

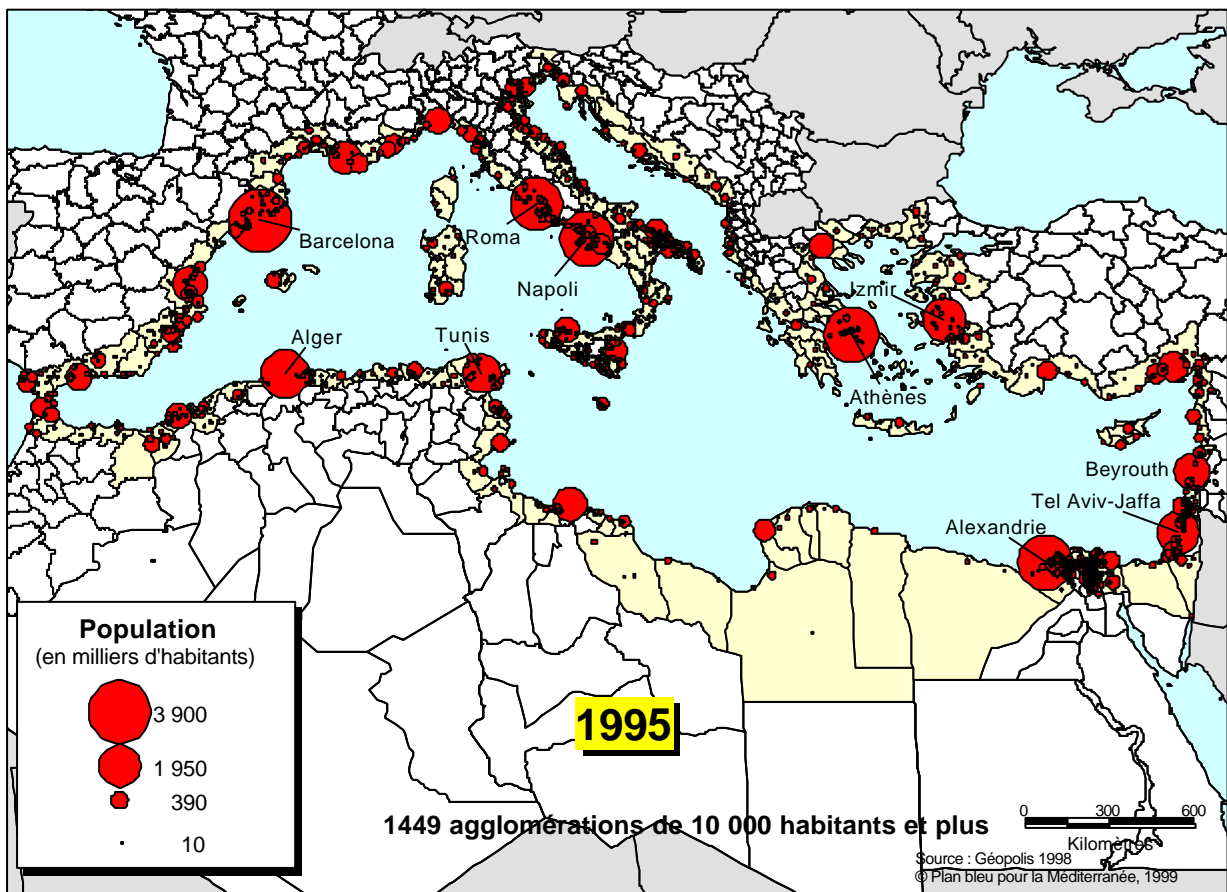
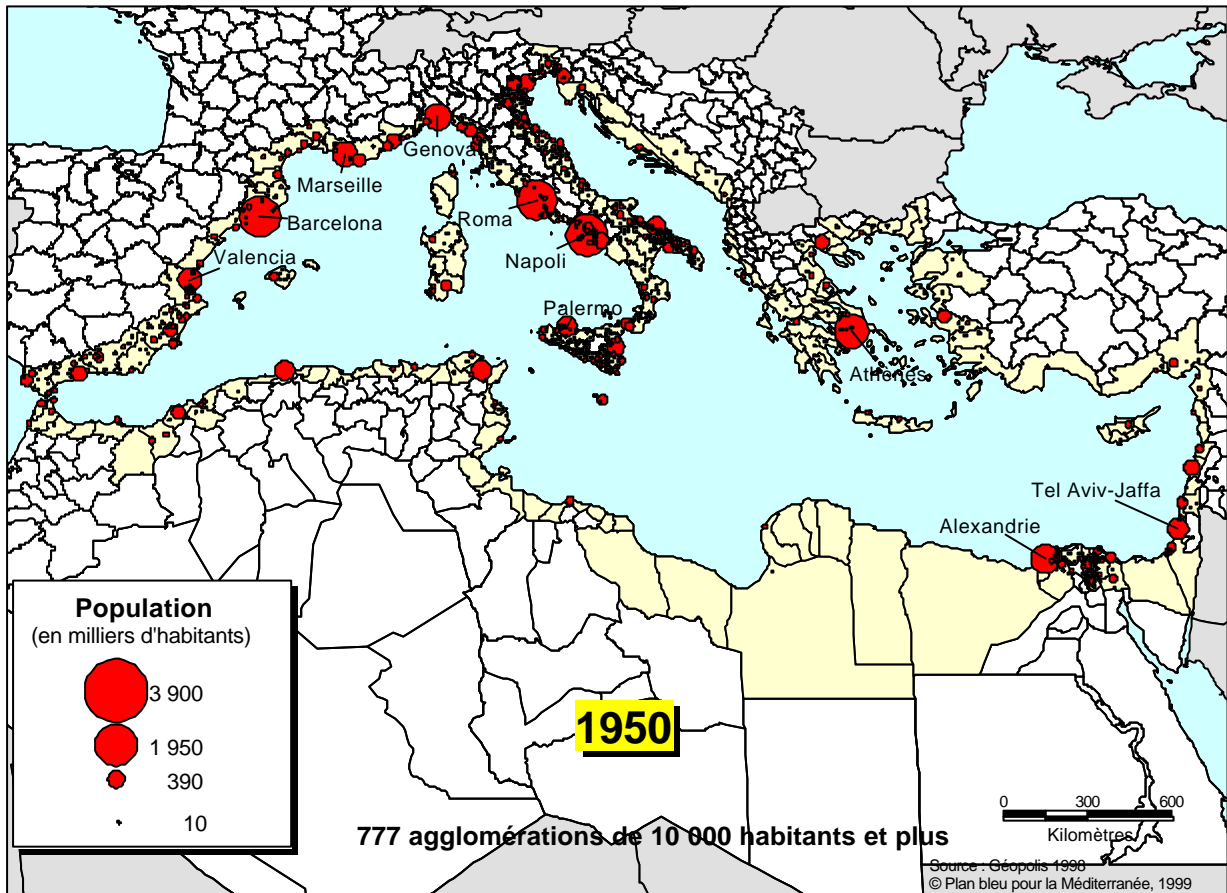
Dans les régions littorales méditerranéennes, le nombre des agglomérations de plus de 10 000 habitants a été multiplié par 1,9 de 1950 à 1995, passant de 777 à 1449, alors qu'il a été multiplié par 2 au niveau national durant la même période (Carte 5).

Pour expliquer cet accroissement, on est conduit à évoquer des causes extrêmement diverses et qui n'ont pas toutes le même poids selon les pays.

En premier lieu, *les crises* méditerranéennes ont provoqué des mouvements de population non négligeables et largement favorables à la littoralisation :

- En France, suite à la guerre d'Algérie, la plupart des rapatriés se sont installés dans les régions littorales du sud du pays, aux conditions climatiques voisines de l'Algérie.
- Israël, qui a accueilli plusieurs vagues d'immigrants depuis 1945, est l'un des pays les plus littoralisés. Tel Aviv, Haïfa, Netanya et Ashqelon sont parmi les 6 plus grandes villes du pays.
- Au Liban, 17 ans de guerre (1975-1992) ont également été un vecteur considérable de littoralisation, notamment au nord de Beyrouth et à la périphérie des autres grandes villes (Tripoli, Saïda).

Carte 5.- Les agglomérations des régions littorales méditerranéennes en 1950 et en 1995



- A Chypre, dont la population était à 18 % turcophone en 1974, la partition de l'île a entraîné brutalement le déplacement de 191 000 personnes. 180 000 habitants de la zone nord se sont dirigés vers le sud. Dans le même temps 11 000 turcophones du sud s'installaient au nord, dont une grande partie dans les faubourgs de la capitale. Ces mouvements très déséquilibrés se sont traduits par le dépeuplement, voire l'abandon de villages entiers au nord, et d'une croissance considérable des villes du sud, qui sont toutes situées sur le littoral.
- La guerre d'indépendance en Croatie, puis les conflits en Bosnie et au Kosovo ont fragilisé les populations isolées et donc amplifié l'exode rural. Les villes ont servi de refuge, et particulièrement celles du littoral. Ainsi, à Split, comme le tourisme s'était totalement effondré, les hôtels ont servi dès 1991 à reloger temporairement les réfugiés. Or il semble qu'un certain nombre d'entre eux soient restés dans la région par la suite.
- En ce qui concerne les Territoires palestiniens, la bande littorale de Gaza, seule façade maritime de l'Autorité palestinienne, est devenue l'un des territoires les plus denses du pourtour méditerranéen. Avec 905 000 habitants en 1997 (contre 297 000 en 1952) sur 373 km², soit 2 420 habitants/km², la densité a plus que triplé en 45 ans.

En dehors de ces circonstances exceptionnelles, qui ont néanmoins été nombreuses et ont entraîné des changements durables dans la géographie du peuplement, *la forte croissance démographique* des 45 dernières années, explique une bonne part de la densification des régions littorales, notamment dans les pays du Sud et de l'Est.

De même dans l'élévation du taux d'urbanisation, les régions littorales méditerranéennes n'ont fait que suivre un mouvement mondial. La densification des régions littorales a pour première source cet accroissement démographique global qui n'est pas un fait spécifiquement méditerranéen, mais mondial. Même en l'absence totale de migrations, la population des littoraux aurait augmenté et de nombreux bourgs seraient devenus des villes, car leur population augmentait par leur seul solde naturel.

Dans les pays du Nord de la Méditerranée, si la croissance a été relativement soutenue jusqu'au milieu des années 1960 avec l'effet du « baby-boom », elle est restée très inférieure à celle des pays du Sud. Cependant, dans les régions côtières, la croissance urbaine a été alimentée par une forte immigration depuis les régions de l'intérieur (Espagne, Italie, Grèce, Croatie) ou situées plus au nord (France).

En France, on évoque également, à l'instar des Etats-Unis, un certain *héliotropisme* qui attire la population et les entreprises du nord du pays, voire de l'Europe vers les régions du sud. Cet attrait pour les régions où l'ensoleillement est plus fréquent et le climat plus doux serait dû à la place que prennent la qualité du cadre de vie et les loisirs dans leur relation au temps de vie. La place accordée aux loisirs dans notre société ne tient donc pas tant à une spectaculaire progression quantitative du temps de loisirs, qu'au nouveau regard que la société porte sur le temps libre. Désormais, c'est la nature et la qualité de ce qui se fait dans le temps libre qui tend à prendre le pas sur ce qui se passe dans le temps de travail.

Deux exemples, parmi d'autres, permettent d'illustrer ce phénomène : la technopole de Sophia Antipolis avec plus de 20 000 emplois aujourd'hui et Montpellier, une des métropoles régionales les plus dynamiques en terme démographique entre 1990 et

1999. Cependant, ce mouvement vers le Sud n'est pas universel comme en témoigne, par exemple, le déclin depuis 1975 de Béziers, ville moyenne méditerranéenne.

A l'échelle du bassin, l'héliotropisme n'a pas encore incité les populations et les entreprises d'Europe à traverser la mer pour s'installer dans les pays du Sud. Pourtant, à cette échelle, si le mouvement se poursuit et s'étend, il est tout à fait envisageable que les flux migratoires Sud-Nord actuels puissent un jour s'inverser.

En Espagne, la Catalogne est la première région industrielle du pays. Ailleurs en Espagne, ainsi qu'en Grèce, dans le sud de l'Italie et en Croatie, les villes des régions littorales ont plutôt profité de *l'exode rural* et du déclin de leur hinterland immédiat : il n'y a pas eu de mouvements mécaniques Nord-Sud mais parfois Est-Ouest ou Ouest-Est, ou pour être plus exact, un glissement des hommes et des activités vers les plaines littorales et leurs vallées adjacentes.

En dernier lieu, il est incontestable que les régions littorales méditerranéennes, et en particulier celles de la rive Nord, offrent un attrait particulier pour certains types d'emplois et de populations. On peut remarquer que l'attraction exercée par ces régions est concomitante avec le développement du *tourisme*. Il faut ici distinguer le tourisme comme facteur d'attractivité et le tourisme comme activité économique.

Dans les sociétés européennes, l'attractivité des régions littorales s'est largement nourrie de leur découverte par le tourisme. Ceci est vrai non seulement pour la Méditerranée, mais aussi pour la Manche, l'Atlantique, la Mer du nord, etc. En outre, ce phénomène n'est plus circonscrit aux sociétés occidentales, mais touche les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, avec un décalage qu'on peut estimer en moyenne à une vingtaine d'années.

Le tourisme balnéaire est une pratique ancienne et assez universelle chez les classes aisées anglaises⁶, françaises⁷, italiennes⁸, autrichiennes⁹, aussi bien qu'égyptiennes¹⁰, libanaises ou turques. Le littoral de la Méditerranée attire également de nombreux esthètes du nord de l'Europe¹¹, de Russie¹², des Etats-Unis¹³. En Europe, cette pratique se diffuse massivement dans les classes moyennes à la faveur des « 30 glorieuses » : chaque année, la migration concerne plusieurs dizaines de millions de personnes venus de toute l'Europe. Dans les années 1990, les plages méditerranéennes attirent une frange croissante de la population des pays d'Europe centrale et orientale, mais aussi la population intérieure des pays les moins riches du sud du bassin. Ce tourisme domestique y a toujours existé mais sous des formes parfois différentes (fêtes, pèlerinages...). Il a été longtemps très mal comptabilisé,

⁶ Voir par exemple les descriptions littéraires de Virginia Woolf, *The Lighthouse*.

⁷ Voir Marcel Proust, *A la recherche du temps Perdu*, et notamment : *A l'ombre des jeunes filles en fleur*.

⁸ Voir Cesare Pavese, *La Spiaggia* (La Plage), 1956, composé à la fin des années 1940.

⁹ Voir Thomas Mann, *Mort à Venise*, porté à l'écran par Lucchino Visconti (*Morte a Venezia*, 1971)

¹⁰ Voir la Trilogie de Naguib Mahfouz, dont l'action s'étale sur le premier tiers du XX^e siècle. Les classes aisées passent leur été au frais dans la petite station de R'âs el-Barr (au nord de Damiette).

¹¹ Voir Gerald Durrell, *Féerie dans l'île* (Gerald Durrell est le frère de Lawrence Durrell, auteur du *Quatuor d'Alexandrie*). La famille Durrell avait délaissé la grisaille urbaine de l'Angleterre pour s'installer dans l'île de Corfou.

¹² Voir Léon Tolstoï *Anna Karenine*, Ve partie.

¹³ Voir F. Scott Fitzgerald, *Tender is the night* (Tendre est la nuit), 1934, dont l'action commence par ces mots : « A mi-chemin entre Marseille et la frontière italienne, on rencontre, sur l'aimable rivage méditerranéen, un vaste hôtel de luxe aux murs teintés de rose [...] C'est depuis peu devenu un lieu de rendez-vous pour nombre de gens à la mode. »

voire pas du tout, et n'était pas forcément balnéaire. Cependant, il est aujourd'hui en profonde mutation quantitative et qualitative.

L'importance du phénomène est souvent mise en évidence à l'occasion de crises de fréquentation de la part des touristes internationaux (Maroc, Egypte). Dans ces occasions, l'offre excédant largement la demande, les prix baissent et ainsi les produits touristiques deviennent accessibles aux classes moyennes du pays. Les professionnels du secteur découvrent alors que le tourisme domestique peut constituer un relais du tourisme international.

C'est donc par dizaines de millions que les touristes fréquentent chaque année les régions littorales méditerranéennes. Les hébergements et autres infrastructures nécessaires à leur accueil sont un puissant facteur de création de tissu urbain, puis de son extension. Ce phénomène peut également conduire à la mutation de la fonction résidentielle qui de saisonnière devient plus ou moins permanente.

Un exemple en est donné par les retraités «immigrés», dont la population est largement représentée dans les régions côtières du Nord de la Méditerranée, non seulement dans les immeubles des agglomérations balnéaires, mais également dans certaines maisons de villages et lotissements de petites villes de l'intérieur, au point de former de véritables communautés locales. La population des retraités est particulièrement cosmopolite, en termes d'origines sociales, comme géographiques, puisque certains d'entre eux viennent du nord de l'Europe, voire d'autres continents (élites africaines, des pays arabes...). Cette population, assez mobile, pose également un problème de résidentialité pour un comptage statistique exact, dans la mesure où la plupart d'entre eux partagent leur temps entre leur région d'origine (généralement à la saison chaude) et leur résidence littorale (en hiver).

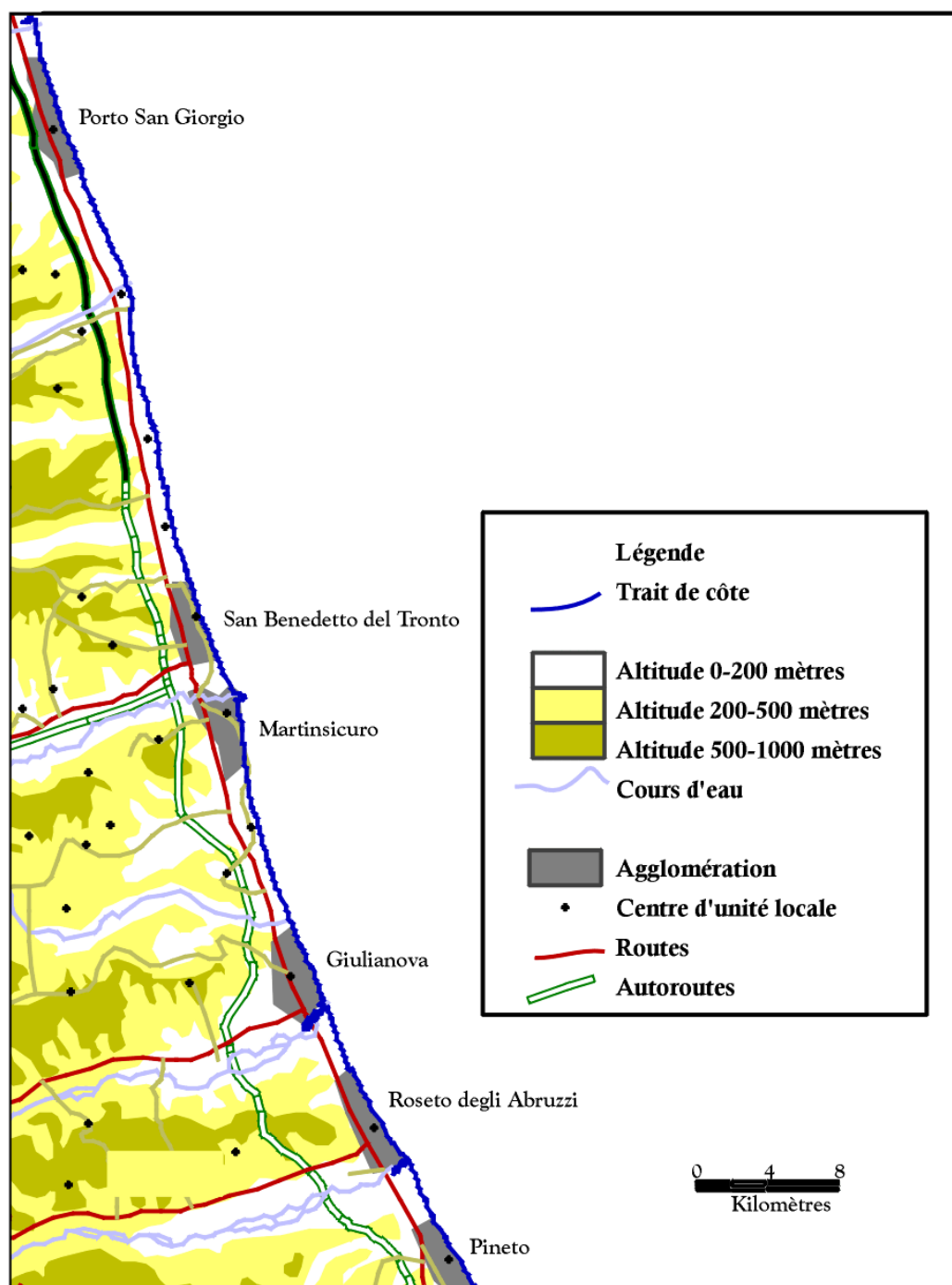
Enfin, le tourisme en lui-même génère une quantité considérable d'emplois, qui vont de la construction aux services relativement spécialisés liés à cette activité, qui génère aussi dans une certaine mesure de nouveaux métiers, tout en stimulant les secteurs éventuellement déjà présents (artisanat, restauration...). L'ensemble de ces opportunités profite aussi bien aux populations locales qu'aux immigrés eux-mêmes. Les activités liées au tourisme profitent aux villes déjà existantes, mais aussi contribuent à changer la physionomie des bourgs ruraux en modifiant leur base socio-économique.

3.3 Quatre exemples d'urbanisation de la ligne de côte

Les littoraux méditerranéens se caractérisent, dans une proportion considérable, par la présence de reliefs vigoureux qui laissent peu de place aux impératifs actuels du développement urbain : s'étaler, se déplacer, communiquer avec d'autres villes. Si l'on compare avec les côtes océaniques des Etats-Unis, de la Chine ou de l'Inde, cette particularité du bassin Méditerranéen est frappante.

Si, de manière générale, les contraintes sont donc plus fréquentes que sur les autres littoraux du monde, il existe néanmoins plusieurs modes de peuplement. On donne un aperçu de cette diversité à partir de quatre exemples qui montrent comment s'effectue le contact entre la mer et la ville, à savoir : les petites plaines littorales, le modèle grec, les couloirs urbains et les fronts de delta.

Carte 6.- Une petite plaine littorale : la côte des Abruzzes (Italie)



Sources - Fond : Bartholomews 1995 (Licence INRETS, Paris) ; Agglomérations : GEOPOLIS 1999 ; réalisation : F. Moriconi-Ebrard.

Les petites plaines littorales. La Carte 6 montre une portion de la côte des Abruzzes en Italie. La plaine littorale qui borde l'Adriatique est étroite et rythmée par le cours des petits fleuves littoraux qui descendent des Apennins, et dont le régime est particulièrement turbulent, étant donné leur pente. Dopées par le tourisme balnéaire,

et situées sur un couloir naturel devenu un axe qui met en relation le nord et le sud de la péninsule italienne, la plupart des localités situées au bord de la mer sont devenues de petites villes, tandis que celles de l'intérieur se dépeuplaient.

Les agglomérations sont implantées directement sur le front de mer et leur forme est allongée, s'étirant parallèlement au littoral. Ce mode d'occupation prévaut sur tout le pourtour de l'Adriatique, sur le bassin occidental de la Méditerranée, au Liban et en Syrie.

Le modèle grec. La Carte 7 montre une portion de la côte au sud-ouest de la Sicile. Le relief est vigoureux et la plaine littorale irrégulière. Les petits villages sont rares, car le peuplement est groupé dans de grosses communes dont le finage est parfois immense.

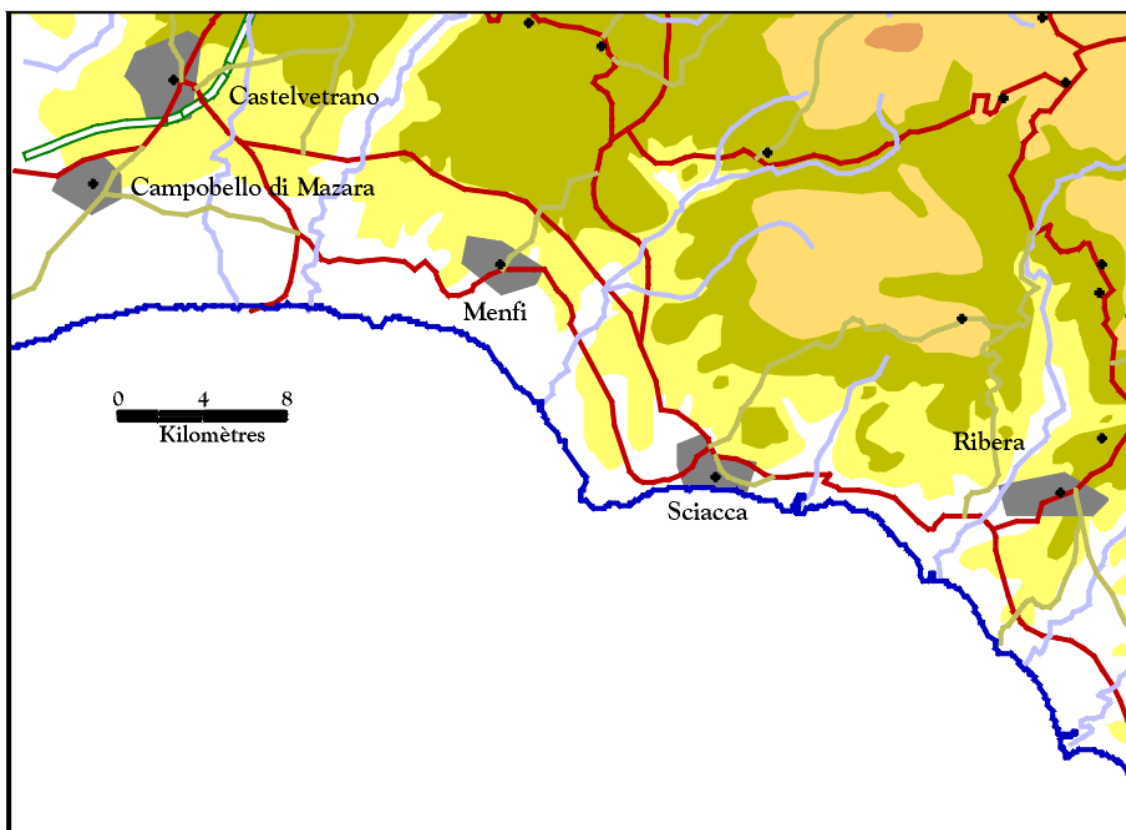
Comme dans la Grèce ancienne, les agglomérations, sont généralement situées à quelque distance en arrière du littoral, perchées sur des sites défensifs. Ce mode d'occupation prévaut en Grèce, en Calabre, en Apulie et en Turquie. Jusqu'à une époque très récente, chaque agglomération possédait une fenêtre sur la mer, occupée par une petite agglomération secondaire où l'on trouvait une plage et éventuellement un petit port. Dans la plupart des cas, ces hameaux ont grossi au point, soit de se souder à l'agglomération principale, soit de devenir plus peuplés que cette dernière. Dans ce cas, l'agglomération littorale demande souvent une autonomie par rapport à la commune d'origine, et ce processus a conduit à de nombreuses scissions en Italie, en Espagne, en France ou en Egypte.

Les couloirs urbains. La Carte 8 est centrée sur Barcelone, dont une partie de l'agglomération est située en dehors de la carte au Nord-Est. Le relief est très compartimenté : les zones basses sont enchâssées dans des escarpements vigoureux, communiquant par d'étroits couloirs intensivement occupés.

Si le site initial est directement situé au bord de la mer —les zones urbanisées occupant en grande partie la petite plaine littorale— l'agglomération pousse également de profonds filaments vers l'intérieur. Elle pénètre profondément les vallées (en particulier celle du fleuve Llobregat), et couvre désormais une partie des plateaux, délaissant seulement les zones les plus escarpées. La plupart des grandes agglomérations tendent ainsi à s'étendre aussi bien vers l'intérieur que le long de la côte (Naples-Salerne, Marseille, Alger, Beyrouth).

Les fronts de delta. La Carte 9 représente le littoral de l'Adriatique à la hauteur du delta du Pô (Italie). L'altitude de cette région, restée longtemps marécageuse, est très faible et les formes du relief presque parfaitement plates. La côte est basse et son dessin instable à cause des apports alluvionnaires du fleuve et de l'érosion des courants littoraux. Elle a été délaissée par l'urbanisation qui ne reprend au sud que sur le cordon littoral. Les voies de communication sont nombreuses et peu hiérarchisées, à l'instar du semis de villages et de petites villes qu'elles desservent.

Carte 7.- Le modèle grec : la côte méridionale de la Sicile (Italie)



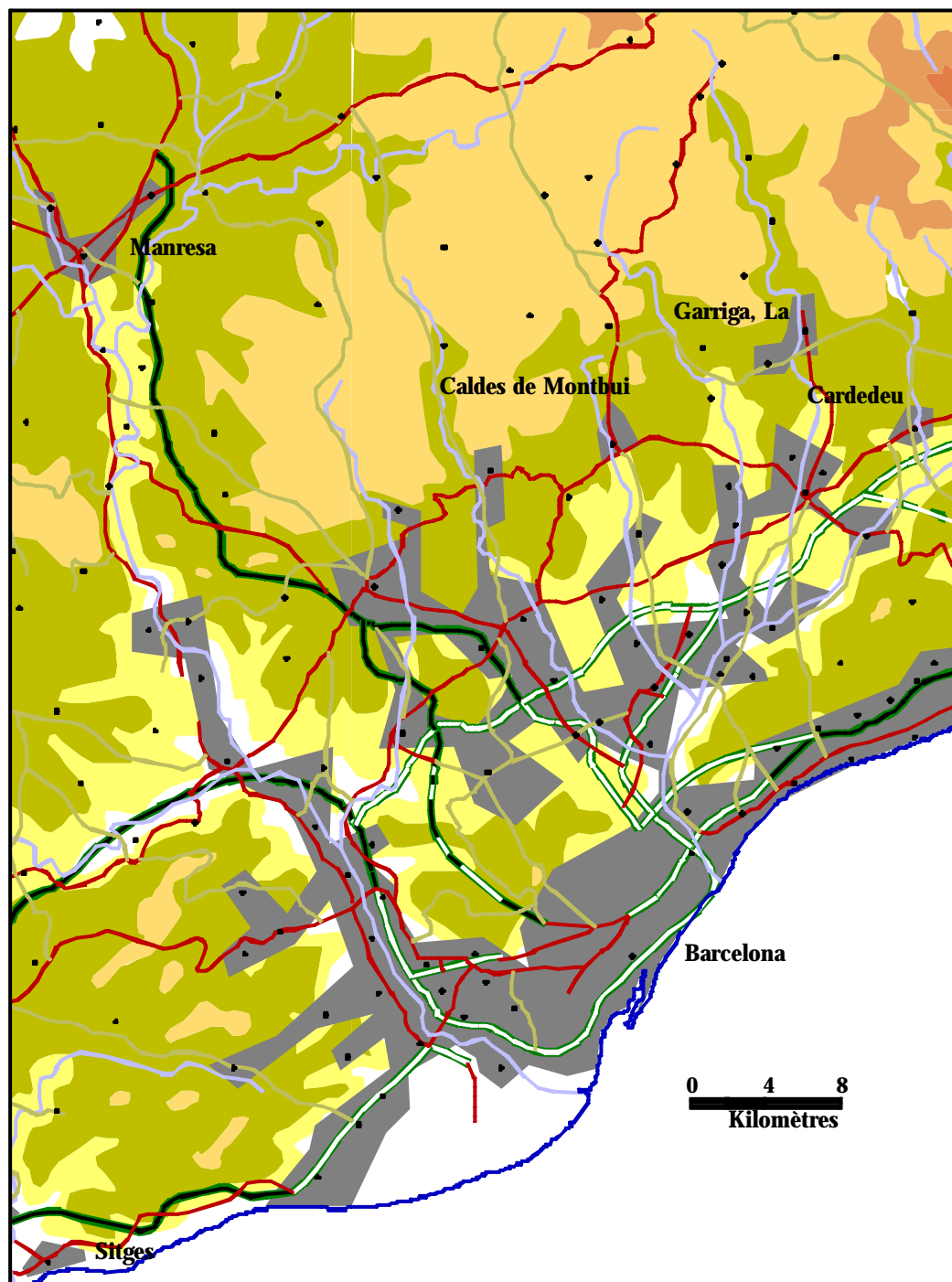
Sources : Fond : Bartholomews, 1995 (Licence INRETS, Paris) ; Agglomérations : GEOPOLIS 1999 ; réalisation : F. Moriconi-Ebrard.
Légende : voir Carte 6.

Ce mode d'occupation est typique des régions deltaïques de la Méditerranée (delta du Nil, région de Rome, d'Adana...). Il est utile de rappeler que presque tous les grands fleuves méditerranéens se terminent par un delta : du fait de la faible amplitude des marées, les apports sédimentaires sont largement supérieurs à la quantité de sédiments que les marées peuvent évacuer. Longtemps insalubres, ces zones ont plutôt été délaissées par les populations. Ce sont d'une part des constructions géologiques récentes et instables : le trait de côte se déplace constamment, soit par érosion soit par accumulation de sédiments, ce qui crée des conditions défavorables aux sites urbains. D'autre part les sédiments se tassent, ce qui provoque un lent enfoncement des deltas, sauf si le niveau est compensé par de nouveaux apports sédimentaires. Le poids des constructions des villes a tendance à amplifier ce phénomène, et cette subsidence naturelle est renforcée par la surexploitation des nappes phréatiques. Les rares villes méditerranéennes installées en bordure d'un delta sont ainsi gravement menacées à long terme : Venise, Burg al-Rashîd (en aval de Rosette), Râ's al-Bar (en aval de Damiette). Enfin, l'envasement des voies d'eau rend les sites peu propices à l'établissement de ports.

Toutes ces conditions sont peu favorables aux villes, même à l'intérieur des grands deltas, comme ceux du Rhône, de l'Ebre, du Pô ou du Ceyhan (près d'Adana), qui sont relativement vides ou n'ont été mis en valeur que très tardivement dans la longue histoire des civilisations de la Méditerranée. Le delta du Nil n'est une exception qu'en apparence, car seules les vieilles régions du centre du delta sont très denses : les

marges et le front du delta n'ont été bonifiés qu'à partir du XIX^e siècle par les ingénieurs anglais.

Carte 8.- Un couloir urbain : le littoral catalan autour de Barcelone (Espagne)



Sources : Fond : Bartholomews, 1995 (Licence INRETS, Paris) ; Agglomérations : GEOPOLIS 1999 ; réalisation : F. Moriconi-Ebrard.
Légende : voir carte 6

Carte 9.- Un front de delta : Le littoral du delta du Pô (Italie)



Sources : Fond : Bartholomews, 1995 (Licence INRETS, Paris) ; Agglomérations : GEOPOLIS 1999 ; réalisation : F. Moriconi-Ebrard.
Légende : voir Carte 6

4 Conclusion

1. La base de données *Géopolis* permet de dresser un panorama de l'urbanisation, passée et présente, dans les pays méditerranéens et dans leurs régions côtières. Les comparaisons entre pays et régions sont rendues possibles par l'homogénéité et l'harmonisation des données. La période considérée, 45 ans, est suffisamment longue pour pouvoir mettre en évidence les tendances lourdes du phénomène et ses points d'inflexion.
2. La période se caractérise au Sud et à l'Est par une forte croissance de la population dans son ensemble et par une croissance encore plus forte de la population urbaine. Au Nord, la croissance est beaucoup plus faible, jusqu'à devenir parfois négative en fin de période.

On assiste, au tournant des années 80-90, à un basculement du poids relatif des populations, totales et urbaines, du Nord vers le Sud et Est du bassin.

Dans le temps long, la permanence du bassin méditerranéen réside dans l'urbanité, dont les premières formes sont apparues au Proche-Orient et qui subit actuellement des mutations d'ordre aussi bien quantitatif que qualitatif. On suit le phénomène dans la permanence du réseau dense des petites villes et dans l'actuelle transformation des grandes villes en métropoles.

3. Les régions côtières méditerranéennes des pays riverains sont deux fois plus densément peuplées que l'ensemble des régions des pays. Elles sont également plus urbanisées ; elles se caractérisent par de très forts contrastes en termes de peuplement, d'urbanisation et de relief, celui-ci expliquant plus ou moins cela. Parmi les facteurs d'accroissement du phénomène urbain, on a identifié : les **crises** ayant eu lieu durant la période, la **croissance démographique** en elle-même, un certain **héliotropisme**, **l'exode rural** (cause majeure de l'urbanisation dans certains pays et qu'il convient de mieux mesurer et analyser) et enfin la tendance lourde du développement du **tourisme**, lui-même à l'origine de différentes formes d'urbanisation.

Pour finir, quatre formes d'urbanisation ont été identifiées aux abords immédiats de la ligne de côte, formes que l'on retrouve dans l'ensemble des régions côtières méditerranéennes.

4. Dans la mesure où la ville est déjà, et sera selon toute vraisemblance (Cf. Attané et Courbage), le milieu dans lequel vit, et vivra, la majorité des méditerranéens, il convient de l'inscrire dans un programme continu d'observation et d'analyse afin d'en connaître les mécanismes d'évolution ainsi que les exigences en termes de qualité de vie, de développement économique et de protection des ressources naturelles.

Bibliographie

- Attané I., et Courbage Y. *La démographie en Méditerranée, situation et projections* (à paraître dans la série « Les Fascicules du Plan Bleu », Economica).
- Bairoch P. (1985). *De Jericho à Mexico. Villes et économies dans l'Histoire*. Gallimard, Paris. 706 p.
- Besançon J. (1957). *L'homme et le Nil*. Gallimard. 396 p.
- Côte M. (1988). *L'Algérie ou l'espace retourné*
- Courbage Y. (1995). Les incertitudes de la fécondité égyptienne. *Population*. INED
- Denis E. & Moriconi-Ebrard F. (1995). Dynamiques spatiales de la population égyptienne : les tendances nouvelles. *Méditerranée*, n° 1-2. pp.91-99
- Denis E. (1998). Les échelles de la densification. Le peuplement de l'Égypte de 1897 à 1996. *Géographie Sociale de l'Égypte*. Revue de Géographie de Lyon, vol.73, n°3
- El Kadi G. (1996). La recherche urbaine en Égypte : un état de la question. *Pratiques urbaines*, n°13. Interurba
- Fanchette S. (1990). Densités de population et urbanisation de l'espace rural : le cas du delta du Nil. *Tiers-Monde*, tome 31, n° 121. pp. 29-56
- INSEE (1997). *Tableaux de l'Economie Française 1997-1998*
- Leresche J.P. & Joye D. (1993). Métropolisation : de l'urbain au politique. *Espaces-Temps*, 51-52. pp. 6-17
- Meyer G. (1994). Land Reclamation and Development of New Agricultural Land in Égypte. *Applied Geography & Development*, n°44. pp. 59-71
- Moriconi-Ebrard F. (1993). *L'urbanisation du Monde depuis 1950*. Economica-Anthropos, Paris
- Moriconi-Ebrard F. (1994). *Géopolis, pour comparer les villes du Monde*. Economica-Anthropos, Paris
- Moriconi-Ebrard F. (1996). De la crise du centralisme au triomphe des marges. *Égypte-Monde Arabe*, n° 22. CEDEJ. pp.11-42
- Raymond A. (1993). *Le Caire*. Librairie Arthème Fayard, Paris. 428 p.
- Sassen S. (1996). *La ville globale*. Descartes et Cie, Paris
- Voiron-Canicio C. (1999). Urbanisation et littoralisation sur les rives de la Méditerranée. *Les Méditerranées dans le Monde*. Artois Presse Université. pp.103-112

Publications du Plan Bleu

• **Le Plan Bleu. Avenirs du Bassin Méditerranéen
Futures for the Mediterranean Basin. The Blue Plan**

Michel Grenon et Michel Batisse
Ed. française : Economica, Paris, 1989
Ed. anglaise : Oxford University Press, 1989
Ed. espagnole : MOPU, Madrid, 1990
Ed. arabe : Edifra, Paris, 1991
Ed. turque : Çevre Bakanligi, Ankara, 1993

• **L'eau en région méditerranéenne. Situations,
perspectives et stratégies pour une gestion durable de
la ressource**

**Water in the Mediterranean Region. Situations,
perspectives and strategies for sustainable water
resources management**

Mohamed Benblidia, Jean Margat et Domitille Vallée
Document bilingue (français-anglais) préparé pour la
Conférence euro-méditerranéenne sur la gestion de l'eau,
Marseille, 25-26 novembre 1996
Plan Bleu, Sophia Antipolis, 1997

• **Les indicateurs d'économie de l'eau : ressources et
utilisations**

Plan Bleu, Observatoire du Sahara et du Sahel, Paris, 1996

• **Vision méditerranéenne sur l'eau, la population et
l'environnement au XXI^{ème} siècle**

**Mediterranean vision on water, population and the
environment for the 21st century**

Jean Margat et Domitille Vallée
Document élaboré dans le cadre de la vision mondiale sur
l'eau - Plan Bleu, Sophia Antipolis, 2000

• **130 indicateurs pour le développement durable en
Méditerranée**

**130 indicators for the sustainable development in
Mediterranean region**

Plan Bleu, Sophia Antipolis, 2000

Les Fascicules du Plan Bleu

Coll. dirigée par Michel Batisse. Ed. Economica, Paris

- 1- **Pêche et aquaculture en Méditerranée. Etat actuel
et perspectives.** Daniel Charbonnier *et al.*, 1990
- 2- **Les forêts méditerranéennes. Enjeux et
perspectives.** Henri Marchand *et al.*, 1990
- 3- **Conservation des écosystèmes méditerranéens.
Enjeux et prospective.** François Ramade *et al.*,
nouvelle édition 1997
- 4- **Industrie et environnement en Méditerranée.
Evolution et perspectives.** Jacques Giri *et al.*, 1991
- 5- **Les îles en Méditerranée. Enjeux et perspectives.**
Louis Brigand *et al.*, 1992
- 6- **L'eau dans le Bassin méditerranéen. Situation et
prospective.** Jean Margat *et al.*, 1992
- 7- **Energie et environnement en Méditerranée.
Enjeux et prospective.** Michel Grenon *et al.*, 1993
- 8- **Tourisme et environnement en Méditerranée.
Enjeux et prospective.** Robert Lanquar *et al.*, 1995

9- **Transports et environnement en Méditerranée.
Enjeux et prospective.** Christian Reynaud *et al.*, 1996

10- **Les risques naturels en Méditerranée. Situation et
perspectives.** Adelin Villevielle *et al.*, 1997

11- **La démographie en Méditerranée. Situation et
projections.** Isabelle Attané et Youcef Courbage
(à paraître)

Série "Profils des Pays Méditerranéens"

Plan Bleu, Sophia Antipolis

• *"Institutions - Environnement - Développement"*

- **Albanie, Turquie, Tunisie, Maroc.** 1995

- **Egypte.** 1996

- **Algérie.** 1998 (français et anglais)

• *Nouvelle série "Enjeux et Politiques d'Environnement
et de Développement Durable"*

- **Liban.** 1999 (français et anglais)

- **Tunisie.** 2000 (français)

Rapports Techniques du PAM

Plan d'Action pour la Méditerranée, Athènes

E-mail : unepmedu@unepmap.gr

Site web : www.unepmap.org

Fax : + 30 1 725 31 96

• **Actes du séminaire débat sur la prospective
méditerranéenne.** 19-21 Octobre 1992

MAP Technical Reports Series n°88, 1994

• **Iskenderun Bay Project :**

- Vol. I : **Environmental Management within the context
of Environment-Development**

MAP Technical Reports Series n°89, 1994

- Vol. II : **Systemic and Prospective Analysis**

MAP Technical Report Series n°90, 1994

• **Une contribution de l'écologie à la prospective des
régions côtières de la Méditerranée. Problèmes et
acquis.** S.I. Ghabbour.

MAP Technical Reports Series n°91, 1994

• **Méthodes et outils pour les études systémiques et
prospectives en Méditerranée.**

MAP Technical Reports Series n°115, 1996

• **Rapport de l'atelier sur le tourisme et le
développement durable en Méditerranée. Antalya,
Turkey, 17-19 September 1998.**

(textes en français et en anglais)

MAP Technical Reports Series n° 126, 1999

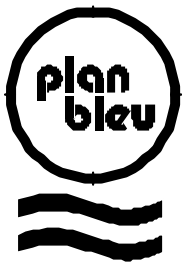
• **Actes du séminaire « La prospective territoriale en
Méditerranée et l'approche par acteurs ». Sophia
Antipolis (France), 7-9 novembre 1996.**

(textes en français et en anglais)

MAP Technical Reports Series n° 127, 1999



Plan d'Action pour
la Méditerranée



Plan Bleu
15, rue L. Van Beethoven
Sophia Antipolis
06560 Valbonne
France

Lorsque, inquiets de voir se dégrader la mer qui constitue leur lien naturel et leur bien commun, les Etats méditerranéens signèrent la Convention de Barcelone et mirent en place leur « Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM) », ils souhaitèrent que ce Plan comprenne un volet d'étude et d'exploration des futurs possibles du Bassin méditerranéen qui puisse aider à la décision en faveur d'un développement socio-économique soutenu n'entraînant pas de dégradation de l'environnement.

Ainsi fut créé le Plan Bleu en 1977 qui est à la fois un des six centres d'activités régionales du PAM et un exercice de prospective et de propositions dont les premiers scénarios, publiés en 1989, suscitèrent un vif intérêt en Méditerranée et lors de la Conférence de Rio de 1992.

Le programme de travail du Plan Bleu comprend une mission générale d'observation, d'évaluation et d'exploration des relations entre populations, ressources, environnement et développement ainsi que la réalisation d'études et de synthèses sur les différents pays et sur des thèmes prioritaires pour la Méditerranée. Le Plan Bleu contribue également aux programmes d'aménagement côtier du PAM et agit en tant que l'un des principaux centres support de la Commission Méditerranéenne du Développement Durable (CMDD) créée en 1996.

La nouvelle série des « Cahiers du Plan Bleu », complémentaire à celle des « Fascicules » (publiés par Economica, Paris) et à celles des « Profils de pays », a pour objectif de fournir en anglais et en français une information synthétique de base sur les grandes problématiques ou outils et méthodes intéressant le développement durable en Méditerranée.

L'urbanisation est actuellement un des phénomènes spectaculaires à l'œuvre en Méditerranée et à l'origine de changements et de nouveaux défis économiques, sociaux et environnementaux. La base de données *Géopolis* permet de mesurer et comparer les évolutions dans les différents pays. Les commentaires, accompagnant les tableaux, cartes et graphiques réalisées par le Plan Bleu, sont de François Moriconi-Ebrard, concepteur et créateur de cette base de données.